



Conseil économique et social

Distr. générale
22 avril 2021
Français
Original : anglais

Session de 2021

23 juillet 2020-22 juillet 2021

Point 7 a) de l'ordre du jour

Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement : suite donnée aux recommandations de politique générale de l'Assemblée générale et du Conseil

Bureau de la coordination des activités de développement

Rapport de la Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement durable

Résumé

En 2018, les États Membres ont convenu d'une vision pour une fonction de coordination du développement plus forte afin d'intégrer le nouveau modèle de gestion introduit par le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Trois ans plus tard, la réalisation de cette vision d'un système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents revigoré, aux côtés d'une nouvelle génération d'équipes de pays des Nations Unies, fait la preuve de son utilité. Sous une direction plus forte et plus impartiale à tous les niveaux, le système de développement des Nations Unies a abordé la crise de la maladie à coronavirus (COVID-19) en mode urgence animé d'une volonté de mieux se relever et d'atteindre les objectifs de développement durable au cours de cette décennie d'action en leur faveur. En fait, 91 % des gouvernements des pays de programme indiquent que les Nations Unies répondent mieux aux besoins de développement de leur pays qu'il y a trois ans, 88 % révèlent que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents dirigent efficacement les équipes de pays des Nations Unies, contre 79 % seulement un an auparavant, et 92 % signalent qu'ils ont assuré une riposte cohérente des Nations Unies face à la pandémie de COVID-19.

Le rodage des réformes se poursuit, tout comme celui du nouveau système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, qui reste au cœur d'un système de développement des Nations Unies plus efficace. Le présent rapport donne un aperçu des réalisations et des difficultés du Bureau de la coordination des activités de développement et du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, parallèlement au rapport 2021 du Secrétaire général sur l'examen quadriennal



complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies. Il donne également suite à une demande formulée par l'Assemblée générale dans la résolution [72/279](#) pour que le système de développement des Nations Unies rende compte de la contribution du système aux objectifs de développement durable, en se concentrant sur les résultats obtenus dans le cadre de l'action collective menée en 2020 face à la crise de la COVID-19. Ces rapports seront renforcés au fil du temps, à mesure que les entités individuelles continueront d'harmoniser et d'améliorer leurs données, mais cette première initiative est un premier pas vers une plus grande transparence sur ce que le système réalise, ensemble, pour atteindre les objectifs.

Le présent rapport servira également de base au rapport du Secrétaire général sur l'examen du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, conformément à la résolution [72/279](#) de l'Assemblée générale, dans lequel il évaluera de manière exhaustive les progrès accomplis au cours des trois dernières années, ce qui donnera l'occasion d'affiner et d'ajuster la trajectoire dudit système si nécessaire.

I. Introduction

1. Il y a trois ans, les États Membres ont adopté des réformes audacieuses du système de développement des Nations Unies. Au cœur de celles-ci se trouvait l'engagement en faveur de la transformation en profondeur de la fonction de coordination du développement des Nations Unies afin de libérer toute la capacité du système de soutenir les pays sur la voie de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

2. Leur premier test de résistance est intervenu plus tôt que prévu. En 2020, le monde a été durement frappé par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui a entraîné des perturbations et des pertes de vies et de moyens de subsistance, et mis en évidence les liens inextricables qui unissaient l'humanité, pourtant divisée entre ceux qui avaient accès aux soins, aux services et aux débouchés et ceux qui étaient laissés pour compte. Alors même que la consolidation du nouveau système de coordonnatrices et de coordonnateurs résidents se poursuivait, le renforcement des capacités de coordination et des méthodes de travail plus concertées qui avait déjà eu lieu s'est révélé crucial. Le modèle de direction des coordonnatrices et coordonnateurs résidents des Nations Unies favorise une riposte vigoureuse et intégrée des équipes de pays des Nations Unies destinée à aider plus de 160 pays et territoires à faire face à ses effets sanitaires, humanitaires et socioéconomiques, tout en jetant les bases d'un meilleur redressement fondé sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

3. Mue par un solide cadre des Nations Unies pour une riposte socioéconomique immédiate face à la COVID-19, une fonction de coordination propre dotée de capacités accrues et d'une direction renforcée au niveau national offrait aux gouvernements des points d'entrée clairement définis, une position plus cohérente à l'égard de l'action de l'Organisation et une réponse plus forte du système grâce à des relations de travail efficaces nouées avec les équipes de pays des Nations Unies. Les coordonnatrices et coordonnateurs résidents se sont appuyés sur les ressources du système de développement des Nations Unies, avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) comme chefs de file techniques des interventions sanitaires, humanitaires et socioéconomiques du système, respectivement, et sur le système de développement des Nations Unies au sens large. Pour la première fois, le système de développement des Nations Unies a été en mesure d'agir en « mode urgence », ce qui n'était auparavant possible que sur le front humanitaire. Les résultats ont été facilités par une prompt action menée à l'échelle du système pour élaborer des plans d'intervention socioéconomiques des Nations Unies, en réaffectant et en mobilisant rapidement des ressources ainsi qu'en garantissant la continuité des activités des équipes de pays des Nations Unies.

4. Avec le recul, la riposte face à la COVID-19 n'a pas seulement été un test de résistance pour les réformes; elle a également permis d'accélérer l'avènement d'une nouvelle génération d'équipes de pays des Nations Unies, mieux à même de relever des défis complexes par une approche intégrée, en tirant le meilleur parti des atouts des Nations Unies à tous les niveaux. Les plans d'intervention socioéconomiques, élaborés par les équipes de pays des Nations Unies en collaboration avec les gouvernements et les parties prenantes, ont porté le système à un nouveau niveau de planification et de résultats conjoints. Cette expérience rejoint et renforce l'idée d'une évolution marquée vers une programmation et une planification conjointes ancrées dans les contextes nationaux, comme en témoignent les nouvelles analyses communes de pays, les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable et une collaboration plus étroite entre les acteurs du développement, de l'aide humanitaire et de la consolidation de la paix dans des contextes nationaux complexes.

De même, nous constatons une plus grande intégration des conseils en matière de politique pour aider les pays à faire face aux vulnérabilités croisées en vue d'atteindre les objectifs de développement durable, en s'appuyant sur les capacités des Nations Unies à tous les niveaux, indépendamment de la présence physique dans le pays, et, dans certains cas, sur une collaboration plus étroite avec les institutions financières internationales et les institutions de développement régionales et sous-régionales. En ce qui concerne l'accroissement de la transparence et de la responsabilité, de nouveaux outils, tels que des portails de données améliorés et des rapports annuels sur les résultats des équipes de pays des Nations Unies, contribuent à resserrer la collaboration avec les gouvernements, les États Membres et les autres parties prenantes. Les efforts se poursuivent pour assurer des opérations plus efficaces et l'ONU constate également qu'elle est mieux à même de parler d'une seule voix, illustration des contributions individuelles et collectives dont elle a bénéficié.

5. Les réactions des gouvernements et des États Membres sont venues confirmer les résultats enregistrés. Une enquête menée auprès des gouvernements des pays de programme à la fin de 2020 a révélé une nette augmentation des opinions favorables, 88 % des pays de programme estimant que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont dirigé efficacement les équipes de pays des Nations Unies, contre 79 % seulement un an auparavant, et 77 % indiquant que le système de développement des Nations Unies travaillait désormais mieux ensemble depuis la réforme de 2018. En outre, 92 % affirment que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont assuré une riposte cohérente des Nations Unies face à la pandémie de COVID-19.

6. Les données tirées des enquêtes menées auprès des entités des Nations Unies révèlent également une impression favorable des changements apportés, notamment un soutien accru à la fonction de coordonnateur résident aux pouvoirs renforcés et à la double voie hiérarchique : 12 entités reconnaissent l'obligation de faire rapport au coordonnateur ou à la coordonnatrice résident(e) sur la planification, la mise en œuvre des programmes et la mobilisation des ressources, 14 reconnaissent la relation de leur représentant de pays avec le coordonnateur ou la coordonnatrice résident(e) dans la définition d'emploi de leurs représentants, et 17 ont rendu compte à leurs organes directeurs des mesures prises pour remédier aux goulets d'étranglement institutionnels et promouvoir une collaboration et une cohérence accrues en matière de programmes au sein des équipes de pays des Nations Unies. Près de la moitié des personnes interrogées dans le cadre d'une enquête réalisée par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) auprès de ses représentants dans les pays ont signalé une amélioration de la coopération stratégique de l'UNICEF avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et une augmentation des moyens dont ils disposent pour faciliter le dialogue entre l'équipe de pays des Nations Unies et le gouvernement et rechercher des financements au nom du système de développement des Nations Unies dans son ensemble¹.

7. En tant que Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, je suis encouragée par ces premiers résultats. En même temps, le système de développement des Nations Unies doit être, tout compte fait, jugé sur les résultats concrets qu'il fournit aux personnes et à la planète. Suite à l'alinéa a) du paragraphe 28 de la résolution 72/279 de l'Assemblée générale et grâce aux outils mis au point dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, le présent rapport s'attache à saisir pour la première fois la contribution globale que le système de développement des Nations Unies apporte aux résultats du développement. Comme prévu, en 2020, les efforts des équipes de pays des Nations Unies dans le monde entier ont largement porté sur la réaction globale face à la pandémie, les réponses sanitaires, humanitaires

¹ https://sites.unicef.org/about/execboard/files/2020-AS-UNDS-_Information_note-EN-2020.06.10.pdf.

et socioéconomiques se conjuguant pour préserver les acquis découlant de la réalisation des objectifs de développement durable, réduire les reculs et jeter les bases d'une reprise inclusive, durable et résiliente. Le présent rapport est donc axé sur les résultats collectifs favorisés par le système de coordonnatrices et coordonnateurs résidents et obtenus par le système de développement des Nations Unies grâce aux plans d'intervention socioéconomiques. Bien que cela ne couvre pas toute l'étendue des activités opérationnelles pour le développement, il s'agit d'une initiative majeure, la première du genre, visant à inclure des données agrégées sur les résultats enregistrés par les équipes de pays des Nations Unies.

8. Dans l'ensemble, même si nous avons constaté des progrès encourageants dans la mise en place d'un système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents redynamisé et dans l'obtention de résultats plus nombreux et de meilleure qualité par l'intermédiaire du système de développement des Nations Unies, une véritable transformation exige que nous allions plus loin dans la voie de la réalisation de la promesse du Programme 2030 – que la crise de la COVID-19 est encore venue retarder. Il faut continuer à véritablement réorganiser les entités des Nations Unies et à changer leur culture. Dans certains cas, les modèles d'activité des entités du système de développement des Nations Unies ne sont pas encore entièrement conformes à la proposition de valeur de l'Organisation permettant d'opérer le changement radical nécessaire à une action intégrée par le truchement du Plan-cadre de coopération. D'autres améliorations sont également à apporter pour donner le maximum d'efficacité au Bureau de la coordination des activités de développement. Dans certains contextes, la composition des équipes de pays des Nations Unies ne s'est pas encore tout à fait adaptée à l'évolution des besoins des pays, et il faut encore opérer un changement de cap plus décisif des projets individuels à petite échelle à des solutions ou programmes politiques plus horizontaux et intégrés, à la hauteur de l'ambition du Programme 2030. Le financement du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents n'est pas non plus encore viable, surtout si l'on considère le rôle essentiel qu'il joue aujourd'hui en tant que catalyseur du système de développement des Nations Unies. Il y a lieu d'investir dans un système et un processus de données communs pour l'établissement de rapports complets sur les objectifs de développement durable et de les promouvoir, en s'appuyant sur l'expérience de l'utilisation d'un cadre commun de suivi de la riposte à la COVID-19 dans la plateforme UN INFO².

9. La réforme du système de développement des Nations Unies est un investissement consacré au système dans son ensemble mais qui sera également perçu, à terme, comme un investissement dans l'efficacité de chaque entité des Nations Unies. Je salue l'engagement et le dynamisme dont ont fait preuve le Vice-Président du Groupe des Nations Unies pour le développement durable et Administrateur du PNUD, tous les responsables du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, nos coordonnatrices et coordinateurs résidents et nos équipes aux niveaux régional et national, qui ont tous travaillé sans relâche pour remédier aux effets de cette crise sur la vie et les moyens de subsistance des populations. Cela constitue également un témoignage en faveur de l'ensemble du personnel du Bureau de la coordination des activités de développement et de sa gestion sous la direction du Sous-Secrétaire général à la coordination des activités de développement.

² UN INFO permet aux équipes de pays des Nations Unies de recueillir, d'analyser et de publier des rapports sur les plans de travail de leurs plans-cadres de coopération pour faire progresser les objectifs de développement durable et la riposte face à la COVID-19, y compris les programmes mis en œuvre aux niveaux national et local, les ressources disponibles et les partenaires engagés en faveur de la réalisation des objectifs.

10. Je félicite également les États Membres qui continuent à œuvrer pour un financement durable du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et un changement plus général de comportement en matière de financement préconisé par le pacte de financement. Il est possible de voir les avantages découlant des réformes se manifester dans le travail que nous accomplissons tous et dans les résultats auxquels nous contribuons. Nous devons, à juste titre, pour une entreprise aussi importante, rester concentrés jusqu'à ce que les effets des réformes se soient pleinement concrétisés. L'examen du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents auquel procède actuellement le Secrétaire général est l'occasion de réfléchir à tous les changements nécessaires pour rectifier le tir et renforcer les fondements des réformes. En fin de compte, l'examen permettra aux membres d'envisager de nouveaux moyens de consolider davantage les réformes afin de permettre au système de développement des Nations Unies d'être mieux à même d'aider pleinement les pays à obtenir de meilleurs résultats pour les populations et la planète, au cours de ce qui doit devenir une décennie d'action véritablement porteuse de changement pour les objectifs de développement durable.

II. Un encadrement garantissant des résultats en matière de développement durable : renforcer les capacités du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents aux fins du Programme 2030 et de la riposte face à la COVID-19 2030

11. Le nouveau système de coordonnatrices et coordonnateurs résidents redynamisé contribue de façon déterminante à tirer parti de tout le potentiel du système des Nations Unies pour le développement. Les actions de lutte menées pendant la crise mondiale de la COVID-19, d'une ampleur historique, ont continué à consolider le nouveau système – les coordonnatrices et coordonnateurs résidents, leurs bureaux et les structures d'appui régionales et mondiales. Les résultats de l'enquête fournissent des preuves encourageantes que ces efforts portent leurs fruits, tout en indiquant les domaines dans lesquels des améliorations supplémentaires sont nécessaires.

A. Améliorer la contribution des équipes de pays des Nations Unies à la réalisation des objectifs de développement durable grâce à l'encadrement des coordonnatrices et coordonnateurs résidents

Coordonnatrices et coordonnateurs résidents

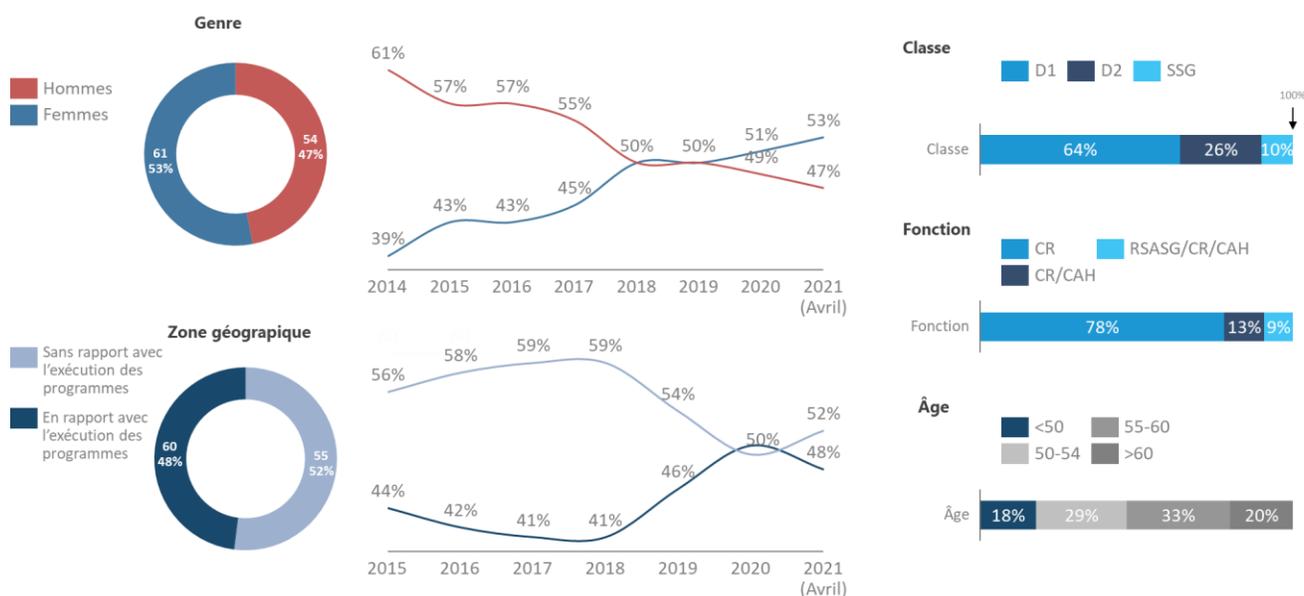
12. En décidant de redynamiser le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, les États Membres ont demandé au Secrétaire général de confier au système des Nations Unies pour le développement un mandat de coordination spécial, indépendant, impartial, autonome et axé sur le développement durable et de renforcer les pouvoirs et l'autorité que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents exerçaient sur les équipes de pays des Nations Unies.

13. Au 1^{er} avril 2021, plus d'un tiers des postes de coordonnatrice et coordonnateur résident avaient été renouvelés depuis le passage du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents au Secrétariat en 2019, offrant ainsi une première occasion de diversifier et d'intégrer de nouveaux talents dans leurs rangs. En 2020, le Bureau de la coordination des activités de développement a aidé le Secrétaire général à pourvoir 41 postes de coordonnatrice et coordonnateur résident, soit deux fois plus qu'en 2018, dont cinq postes de représentant spécial adjoint du Secrétaire général/coordonnateur résident/coordonnateur de l'action humanitaire dans le cadre

de missions intégrées. Dans le cadre de ce processus, 23 nouveaux coordonnatrices et coordinateurs résidents ont été déployés. Comme le montre la figure I, la diversité s'est nettement améliorée, notamment en termes d'équilibre entre les sexes et d'équilibre géographique – oscillant en raison des mouvements constants des coordonnatrices et coordinateurs résidents, mais se rapprochant en permanence d'une norme de 50/50. En avril 2021, il y avait 52 % de coordonnatrices résidentes (contre 50 % en 2019), 48 % provenaient de pays de programme (46 % en 2019) et représentaient 58 nationalités (54 en 2019).

Figure I

Situation du recrutement des coordonnatrices et coordinateurs résidents en avril 2021

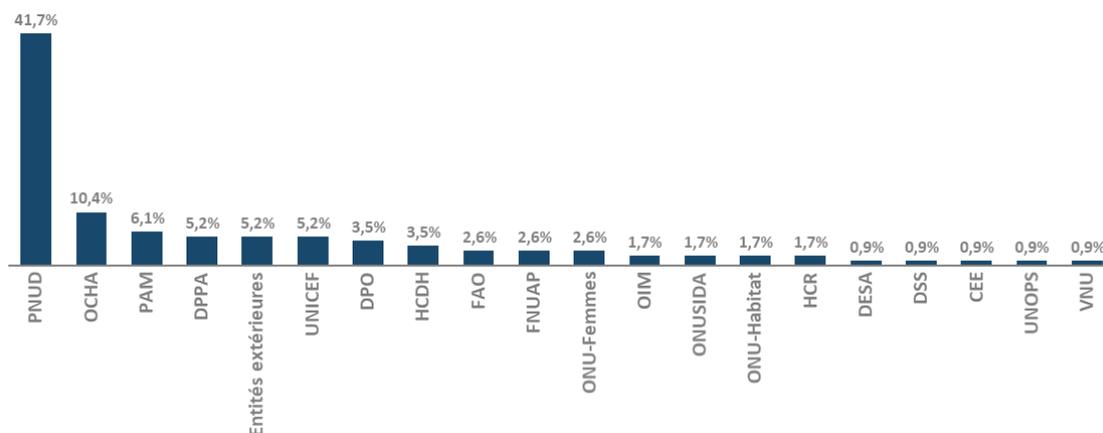


Source : Bureau de la coordination des activités de développement, 2021.

Abréviations : CAH = coordonnateur(trice) de l'action humanitaire ; CR = coordonnateur(trice) résident(e) ; RSASG = Représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général ; SSG = Sous-Secrétaire général(e).

14. Comme le montre la figure II, les coordonnatrices et coordinateurs résidents proviennent aujourd'hui de 19 entités des Nations Unies (contre 16 en 2019), et 6 d'entités extérieures aux Nations Unies (2 en 2019). Elles (ils) apportent de plus en plus d'expérience et d'expertise provenant de divers horizons au sein des entités des Nations Unies, des gouvernements et de la société civile.

Figure II
Organisme d'origine des coordonnatrices et coordonnateurs résidents

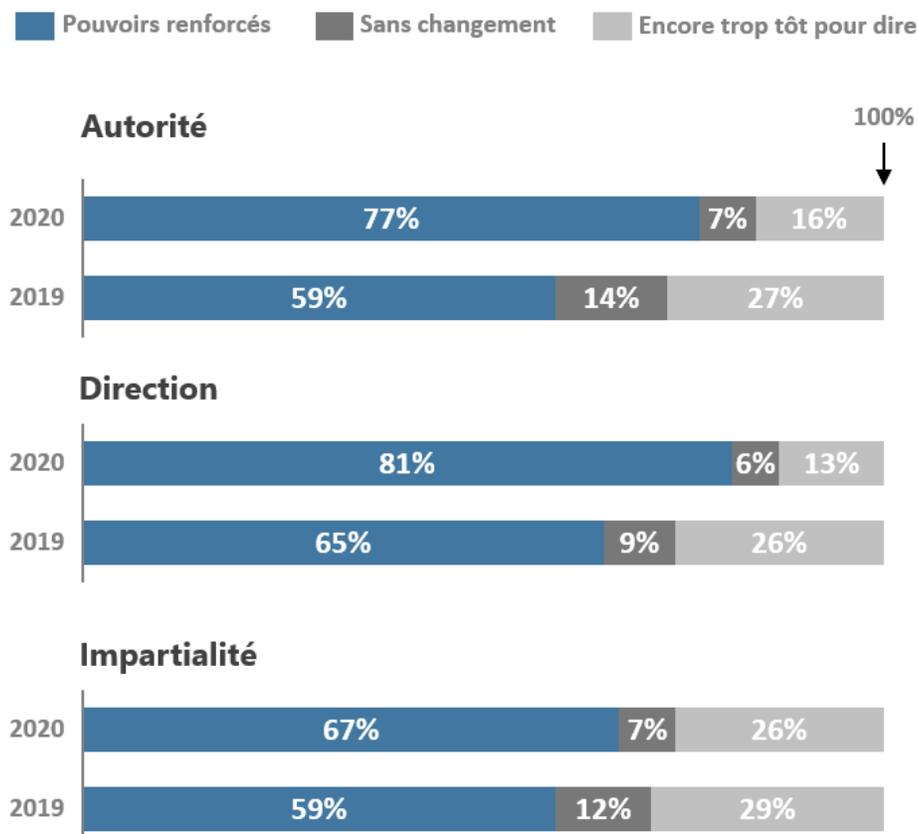


Source : Bureau de la coordination des activités de développement, 2021.

Abréviations : CEE = Commission économique pour l'Europe; DESA = Département des affaires économiques et sociales; DPO = Département des opérations de paix; DPPA = Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix; DSS = Département de la sûreté et de la sécurité; FAO = Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; FNUAP = Fonds des Nations Unies pour la population; HCDH = Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme; HCR = Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; OCHA = Bureau de la coordination des affaires humanitaires; OIM = Organisation internationale pour les migrations; ONU-Femmes = Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; ONU-Habitat = Programme des Nations Unies pour les établissements humains; ONUSIDA = Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida; PAM = Programme alimentaire mondial; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement; UNICEF = Fonds des Nations Unies pour l'enfance; UNOPS = Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets; VNU = Volontaires des Nations Unies.

15. Des mesures importantes ont été prises en 2020, notamment grâce aux contributions des entités du système des Nations Unies pour le développement, pour faire en sorte que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents possèdent les attributs, les valeurs et les compétences nécessaires pour s'adapter aux problèmes propres à chaque pays et être à la hauteur des attentes des gouvernements en matière de développement durable. Le centre d'évaluation des coordonnatrices et coordonnateurs résidents a été entièrement remanié et aligné sur leur profil de responsable, en mettant davantage l'accent sur les qualifications en matière de développement; une première édition a eu lieu virtuellement en novembre 2020, et un total de 42 nouveaux membres ont été ajoutés à la liste de réserve de coordonnatrices et coordinateurs résidents. Le Bureau de la coordination des activités de développement a soutenu les coordonnatrices et coordonnateurs résidents débutants et ceux qui changeaient d'affectation en leur proposant des programmes d'information, un encadrement individuel et six mois de tutorat pour les débutants. Une certification sur les objectifs de développement durable (l'« abécédaire des objectifs de développement durable ») est désormais obligatoire pour les coordonnatrices et coordonnateurs résidents, et le sera bientôt pour les candidates et candidats à ces postes. Une troisième réunion mondiale annuelle du Secrétaire général avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents s'est tenue virtuellement, offrant l'occasion de discuter, de réfléchir et d'échanger entre les régions et de renforcer les attentes du Secrétaire général.

Figure III
Par rapport à la période antérieure au 1^{er} janvier 2019, qui marque le début de la réforme, en ce qui concerne les entités des Nations Unies, dans quelle mesure la coordonnatrice ou le coordonnateur résident indiqué(e) a-t-elle (il) vu ses pouvoirs renforcés/accrus ?



Source : Groupe des Nations Unies pour le développement durable, Système de gestion de l'information (SGI), 2020.

16. Les gouvernements des pays de programme ont donné des retours positifs sur le rôle, les capacités et les compétences des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies (voir fig. III). Au total, 88 % et 85 % des personnes interrogées ont déclaré que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies, respectivement, avaient le profil, les capacités et les compétences nécessaires pour soutenir le développement de leur pays. Au total, 79 % ont également noté que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents disposaient de suffisamment de prérogatives pour remplir leur mandat, contre 71 % en 2019. Je me réjouis de ce retour d'information, surtout si l'on considère que nous sommes responsables des résultats devant les pays hôtes et les personnes que nous servons sur le terrain.

17. Des améliorations ont été apportées à l'évaluation de la performance des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies, afin de renforcer l'application du principe de responsabilité au sein du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents. En 2020, le Secrétaire général a évalué les coordonnatrices et coordonnateurs résidents pour la première fois, dans le cadre d'un processus d'évaluation solide qui comprenait des commentaires formulés par les parties prenantes, y compris les directeurs régionaux du Groupe des Nations Unies

pour le développement durable. Un système intégré est en cours d'élaboration pour évaluer la performance des coordonnatrices et coordonnateurs résidents qui exercent également les fonctions de coordonnatrice et coordonnateur de l'action humanitaire et de représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général dans les opérations sur le terrain. Conformément au système de double voie hiérarchique établi par l'Assemblée générale, les coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont déjà été inclus en tant que superviseuses et superviseurs supplémentaires dans les évaluations de performance de 18 entités de l'équipe de pays des Nations Unies³. Ce nombre devrait atteindre 100 % des entités des équipes de pays des Nations Unies d'ici à la fin de 2021. À titre d'exemple de l'engagement des entités des Nations Unies dans ces processus, un nouvel outil de retour d'information par les pairs des coordonnatrices et coordonnateurs résidents a été mis en place pour recueillir les commentaires des membres des équipes de pays des Nations Unies sur les fonctions de direction qu'elles (ils) exercent. Ce retour d'information servira de base aux évaluations de leur performance en 2020.

18. Veiller à ce que le vivier de coordonnatrices et coordonnateurs résidents continue d'attirer et de retenir les meilleurs talents reste une priorité. Élargir les possibilités de carrière pour ceux qui choisissent la voie de la coordonnatrice résidente ou du coordonnateur résident est une étape importante à cet égard. À l'heure actuelle, cependant, les coordonnatrices et coordonnateurs résidents qui souhaitent réintégrer leur organisme d'origine se retrouvent avec des choix de carrière limités et les mouvements de coordonnatrices et coordonnateurs résidents vers d'autres entités des Nations Unies, y compris au Secrétariat, restent rares. En 2020, le Bureau de la coordination des activités de développement a proposé une orientation professionnelle aux coordonnatrices et coordonnateurs résidents, et le Secrétaire général étudie les moyens qui pourraient aider à élargir les parcours professionnels. Une filière de sélection de coordonnatrices et coordonnateurs résidents/de coordonnatrices et coordonnateurs de l'action humanitaire a été créée pour identifier et préparer les candidats au poste de coordonnateur résident, qu'ils soient externes ou internes au système des Nations Unies. Cette initiative contribuera également à assurer une approche plus dynamique de la gestion des talents et permettra de combler les lacunes existantes dans les profils requis dans les contextes nationaux spécifiques.

Bureaux de coordonnatrices et coordonnateurs résidents

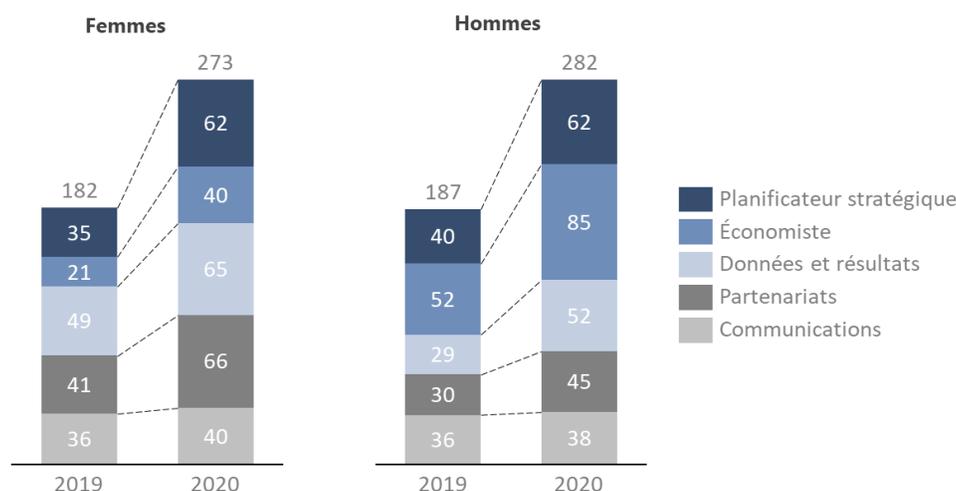
19. Des progrès considérables ont été réalisés pour assurer une capacité de coordination de base dans tous les bureaux de coordonnatrices et coordonnateurs résidents, en s'éloignant des pratiques ad hoc qui marquaient le système de coordination avant les réformes. En janvier 2021, la plupart d'entre eux avaient pourvu leurs cinq postes de base affectés aux fonctions suivantes : planification stratégique; économie; gestion des données et communication des résultats; partenariats et financement du développement; et communication et sensibilisation;

³ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Programme alimentaire mondial (PAM).

ainsi que des postes de spécialiste de la coordination supplémentaires dans les bureaux multipays. Cela a permis de constituer un solide noyau de compétences nécessaires aux coordonnatrices et coordonnateurs résidents pour diriger les équipes de pays des Nations Unies et collaborer de manière crédible avec les gouvernements. Dans les 132 bureaux de coordonnatrices et coordonnateurs résidents, 565 recrutements ont été effectués, contre 369 en mars 2020. Ce chiffre comprend 199 administrateurs recrutés sur le plan international (46 % provenant des pays de programme) et 366 administrateurs recrutés sur le plan national. La parité entre les sexes a été atteinte parmi les 565 administrateur(trice)s des bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, et la répartition hommes/femmes a augmenté dans toutes les fonctions essentielles de leurs bureaux (voir fig. IV). Des efforts pour recruter des candidat(e)s handicapé(e)s sont en cours. Le PNUD a continué à la fois à soutenir le recrutement d'administrateurs nationaux et à fournir des services d'achat aux bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents.

Figure IV

Augmentation des effectifs et équilibre entre les sexes dans les fonctions essentielles des bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents



20. L'investissement de la réforme dans les capacités essentielles normalisées au niveau de tous les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, ainsi que les nombreuses initiatives de formation et d'échanges entre pairs lancées au cours de l'année écoulée, ont constitué les principaux facteurs qui ont permis d'assurer une coordination efficace sur le plan national. Les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont pu aider les équipes de pays des Nations Unies à rendre leur analyse, leur programmation et leurs partenariats plus cohérents ainsi qu'à suivre les progrès accomplis et à en orienter la communication vers les résultats obtenus. C'est ainsi que plusieurs coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont indiqué que les économistes avaient changé la donne en amenant les équipes de pays des Nations Unies à se concentrer davantage sur les questions de transformation économique et de financement des objectifs de développement durable, en collaborant étroitement non seulement avec leurs homologues des équipes de pays des Nations Unies, mais aussi avec des entités telles que le Département des affaires économiques et sociales (DESA), le Centre du commerce international (CCI) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), ainsi qu'avec des institutions financières internationales qui ne sont pas présentes dans le pays. C'était notamment le cas au Bangladesh, en Bosnie-Herzégovine, en Égypte, en Jordanie, au Liban, aux Maldives, au Mozambique et au Soudan. Cependant, les capacités des bureaux des

coordonnatrices et coordonnateurs résidents sont encore en cours de maturation et varient considérablement. Nous continuerons à les renforcer, en les mettant en réseau à l'intérieur et à l'extérieur desdits bureaux, en les reliant aux compétences et atouts existants à l'échelle du système des Nations Unies pour le développement à tous les niveaux.

21. Les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont également bénéficié de capacités supplémentaires déployées par le système des Nations Unies dans des contextes nationaux donnés. Des conseillères et conseillers pour la paix et le développement – qui font partie d'un programme commun du PNUD et du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix – ont été déployés dans plus de 80 pays afin de soutenir les initiatives de pérennisation de la paix des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies. Les conseillères et conseillers pour les droits de l'homme fournis par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) ont appuyé les efforts des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies dans 43 pays, notamment en intégrant un volet droits fondamentaux dans les analyses communes par pays et les plans-cadres de coopération. Des conseillères et conseillers pour les questions de genre se trouvaient dans 13 bureaux de coordonnatrices et coordonnateurs résidents afin de renforcer l'action des équipes de pays des Nations Unies en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Soixante-deux pays disposent d'une capacité d'entité des Nations Unies intégrée dans les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et/ou dans une entité de l'équipe de pays des Nations Unies (36 bureaux de coordonnatrices et coordonnateurs résidents uniquement), afin d'étendre au maximum la portée des entités sans présence physique.

B. Coordination régionale à l'appui du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents

22. Situées à proximité des principaux groupes de partenaires, les équipes régionales du Bureau de la coordination des activités de développement sont désormais pleinement opérationnelles, ayant atteint leur pleine capacité (64 % de femmes). Au cours de l'année écoulée, nous avons constaté des progrès notables dans la capacité de ces équipes de fournir un soutien plus efficace aux coordonnatrices et coordonnateurs résidents et aux équipes de pays des Nations Unies grâce au renforcement de la coordination régionale et à la collaboration des partenaires régionaux.

23. Plusieurs mesures ont été prises pour permettre aux équipes régionales du Bureau de la coordination des activités de développement de remplir leur mission première, à savoir soutenir les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies. Les directrices et directeurs de ces équipes du Bureau président désormais des réunions dans les régions consacrées au soutien et à l'assurance qualité des équipes de pays des Nations Unies qui élaborent de nouvelles analyses communes par pays et de nouveaux plans-cadres de coopération. En 2020, ils ont également prêté leur concours à l'établissement de plans d'intervention socioéconomiques après la pandémie, notamment en reliant les compétences au sein et en dehors des Nations Unies. Cela a contribué à améliorer la qualité de l'analyse et de la programmation, à renforcer le positionnement des coordonnatrices et coordonnateurs résidents dans le cadre d'une réponse intégrée des Nations Unies et à accroître la participation des parties prenantes. Les équipes régionales de soutien du Bureau de la coordination des activités de développement en Asie et dans le Pacifique, dans les États arabes et en Europe, par exemple, ont aidé à énoncer clairement et à intégrer les changements climatiques dans les analyses communes par pays et les

plans-cadres de coopération. Dans la région Asie-Pacifique, le Bureau et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) ont mobilisé conjointement les contributions financières de plus de 30 entités basées à Bangkok pour offrir des ressources et des compétences aux équipes de pays des Nations Unies par l'intermédiaire d'un centre de gestion des connaissances nouvellement créé. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le Bureau a organisé un dialogue stratégique entre le secteur privé et les coordonnatrices et coordinateurs résidents afin d'accroître la participation des entreprises à l'action menée par les pays pour faire face à la crise de la COVID-19. Ses équipes régionales se sont également mobilisées pour appuyer les mesures de promotion du bien-être du personnel à l'échelle du système, en fournissant des conseils et un soutien opportuns aux coordonnatrices et coordinateurs résidents et à leurs bureaux sur le devoir de protection et les évacuations médicales liées à la COVID-19.

24. Les équipes régionales du Bureau de la coordination des activités de développement ont également collaboré avec les équipes plus larges des Nations Unies dans les régions pour intensifier les efforts d'analyse, d'évaluation, de programmation et de partenariat aux niveaux régional et sous-régional. En Afrique, par exemple, son équipe régionale a aidé à coordonner et à mettre en œuvre la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, la Stratégie régionale des Nations Unies pour la prévention dans la Corne de l'Afrique et la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs, et a facilité la participation des coordonnatrices et coordonnateurs résidents à ces activités. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le Bureau de la coordination des activités de développement a soutenu les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies au Salvador, au Honduras, au Guatemala et au Mexique en ce qui concerne le Plan de développement global pour l'Amérique centrale, coordonné par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). En Europe et en Asie centrale, il a aidé les coordonnatrices et coordonnateurs résidents à exécuter le plan d'action des Nations Unies pour les Balkans occidentaux, en consultation avec le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix-Département des opérations de paix et le PNUD, et également coordonné une évaluation régionale des risques et de la résilience de la vallée de Ferghana et des zones frontalières de l'Asie centrale avec l'Afghanistan.

25. En outre, ses équipes régionales aident directement à mettre en œuvre la réforme du système des Nations Unies pour le développement dans la région, sous sa supervision directe et sous la direction générale du Secrétaire exécutif de chaque commission économique et sociale régionale et du directeur régional du PNUD. Conjointement avec les commissions économiques et sociales régionales et le PNUD, le Bureau de la coordination des activités de développement a fourni des services de secrétariat aux nouvelles plateformes régionales de collaboration, en en soutenant les vice-présidents dans le cadre de la nouvelle architecture, notamment en vue de la mise en place de coalitions thématiques pour répondre aux préoccupations régionales prioritaires. Les équipes régionales ont également contribué à l'exécution des mandats de réforme, en les reliant aux niveaux mondial et national. C'est ainsi qu'elles ont aidé à déployer des mesures visant à appuyer des opérations plus efficaces, avec les équipes du Bureau de la coordination des activités de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi qu'en Europe et en Asie centrale – où 15 et 17 équipes de pays des Nations Unies, respectivement, ont adopté de nouvelles stratégies d'opérations commerciales.

26. Dans l'ensemble, 94 % des bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont estimé que le soutien régional du Bureau de la coordination des activités de développement en 2020 était approprié ou très approprié, notamment pour faciliter

le partage des connaissances, renforcer les capacités, fournir une assurance qualité et guider la mise en œuvre des réformes. Toutefois, des améliorations sont encore possibles. Les bureaux de coordination du développement régional se caractérisent par des niveaux de maturité, des capacités et des partenariats variables. Les réactions des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et de leurs bureaux varient selon les régions en ce qui concerne la gestion et le soutien qu'ils reçoivent des équipes régionales du Bureau de la coordination des activités de développement. En outre, celles-ci sont encore en train de trouver leur place et leur rôle vis-à-vis des commissions économiques et sociales régionales, du PNUD et des organismes des Nations Unies dans les régions au sein de la nouvelle architecture régionale. L'expérience de mise en œuvre des nouvelles capacités régionales fera l'objet d'un examen continu et servira de base à l'évaluation du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents.

C. Appui apporté au système des Nations Unies pour le développement au niveau mondial

27. Alors que la crise de la COVID-19 s'installait, les responsables du Groupe des Nations Unies pour le développement durable se sont réunis pour veiller à ce que le Bureau de la coordination des activités de développement puisse exploiter pleinement ses capacités pour soutenir le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et le système des Nations Unies pour le développement dans son ensemble et lui permettre d'assurer la continuité des activités et d'utiliser la riposte face à la COVID-19 pour mieux se relever, accélérer les progrès des objectifs de développement durable sur le terrain et mieux ancrer les réformes.

28. En mars 2020, le Secrétaire général a proposé une approche globale pour affronter les effets sanitaires et socioéconomiques de la COVID-19. Cela a été rapidement suivi du Cadre des Nations Unies pour la réponse socioéconomique immédiate à la COVID-19, des directives correspondantes en vue de l'élaboration de plans d'intervention socioéconomiques après celle-ci et d'un cadre d'indicateurs pour suivre les résultats de l'équipe de pays des Nations Unies sous l'égide du PNUD et du Bureau de la coordination des activités de développement. Des informations destinées à soutenir les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies dans leurs activités d'intervention ont été échangées à l'aide de condensés quotidiens et de webinaires hebdomadaires. Dans le même temps, des capacités médicales et d'isolement renforcées pour les équipes de pays des Nations Unies ont été mises en place, permettant au personnel des Nations Unies de rester sur le terrain et d'agir, avec des plans de continuité des activités lancés dans 130 bureaux de coordonnatrices et coordonnateurs résidents d'ici à mai 2020.

29. Parallèlement, les efforts se sont poursuivis pour améliorer la coordination en matière de planification, de programmation et de communication d'information au niveau national. Les orientations complémentaires du Groupe des Nations Unies pour le développement durable (« jeu de documents ») sur le Plan-cadre de coopération ont été parachevées et lancées. Le Bureau de la coordination des activités de développement a régulièrement collaboré, par des voies formelles et informelles, avec les organismes, fonds et programmes clés pour rationaliser l'élaboration de plans-cadres de coopération de qualité, et ce, en étroite coopération avec ses équipes régionales. Il a également continué à soutenir le Groupe des Nations Unies pour le développement durable et moi-même, en tant que sa présidente, dans la mise en œuvre des réformes prescrites qui restent à mener à bien par le système des Nations Unies pour le développement sur les examens des bureaux régionaux et multipays.

30. En outre, le Bureau de la coordination des activités de développement a continué à appuyer les efforts ambitieux du Groupe des Nations Unies pour le développement durable en vue d'assurer des opérations plus efficaces. Le passage des services du PNUD aux prestataires du Secrétariat s'est poursuivi à un rythme soutenu, achevant la transition du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents. En décembre 2020, le Bureau de la coordination des activités de développement et le Département de l'appui opérationnel ont signé un accord régional de niveau de service avec cinq prestataires de services régionaux (la CEPALC, la CESAP, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), l'Office des Nations Unies à Genève et l'Office des Nations Unies à Nairobi) pour assurer les voyages internationaux, les achats de grande valeur et l'appui aux consultants et vacataires internationaux; ils ont également signé un accord de niveau de service mondial avec le Centre de services mondial de Brindisi, en Italie, pour favoriser la gestion des biens et un autre avec l'Office des Nations Unies à Nairobi pour faciliter l'administration des ressources humaines et les transactions financières. Seize bureaux de coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont participé à un projet pilote *in situ* pour recevoir des services en fonction de l'endroit où ils se trouvent de la part de prestataires de services du Secrétariat ayant une présence physique dans leur pays. Les 115 autres commenceront à recevoir des services de voyages internationaux des cinq prestataires de services régionaux à partir de juillet 2021. En outre, tirant parti des solides fondations posées par le Groupe des innovations institutionnelles du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, le Bureau de la coordination des activités de développement facilitera la mise en œuvre interinstitutions des engagements d'efficacité au titre des stratégies relatives aux activités d'appui, des services de soutien communs et du partage des locaux. Une équipe de travail interinstitutions s'attache à établir des paramètres et des méthodologies plus clairement définis pour rationaliser les gains d'efficacité susceptibles d'être attribués aux initiatives interinstitutionnelles, bilatérales et institutionnelles dans le cadre des réformes. Les progrès réalisés, ainsi que les défis que nous continuons à relever, sont décrits plus en détail dans le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 75/233 de l'Assemblée générale relative à l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (A/76/75-E/2021/57).

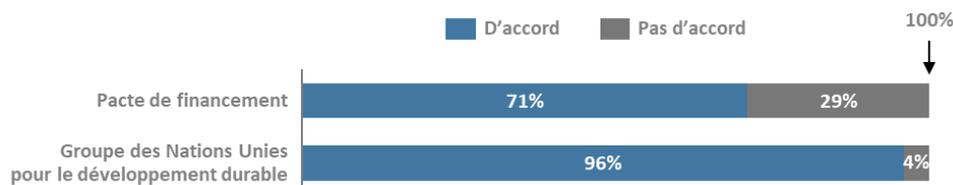
31. Un autre domaine qui a connu un regain d'activité en 2020 a été la collaboration interinstitutions sur les priorités clés. En 2020, le Bureau de la coordination des activités de développement a aidé le Groupe des Nations Unies pour le développement durable à procéder à un examen qui lui a permis de mieux appuyer les priorités de l'ensemble du système, conformément à l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et d'autres cadres intergouvernementaux. Dans le cadre du secrétariat conjoint du Comité directeur mixte chargé de promouvoir la collaboration entre les secteurs de l'humanitaire et du développement, le Bureau de la coordination des activités de développement a aidé à renforcer les synergies entre les actions de développement, d'aide humanitaire et de consolidation de la paix dans huit pays prioritaires, notamment en assurant une collaboration concrète entre l'équipe de pays des Nations Unies et la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan. Des efforts considérables ont également été déployés pour faire progresser la mise en œuvre par les équipes de pays des Nations Unies des initiatives du Secrétaire général sur le handicap, la jeunesse, la parité des sexes, l'action climatique, les données et le financement des objectifs de développement durable.

32. Le Bureau de la coordination des activités de développement a également aidé le système des Nations Unies pour le développement à collaborer avec les États Membres afin de communiquer les résultats, de suivre la mise en œuvre des

engagements du pacte de financement et de renforcer les partenariats pour les contributions volontaires, d'aider à mobiliser des ressources pour le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et de renforcer la qualité du financement du système des Nations Unies pour le développement (voir fig. V).

Figure V

Au cours de l'année 2020, le Bureau de la coordination des activités de développement a soutenu efficacement la collaboration de votre entité avec le :



Source : Enquête réalisée en 2020 auprès des entités du Siège par le Département des affaires économiques et sociales.

33. À la fin du mois de mars 2021, le Bureau de la coordination des activités de développement au Siège était presque entièrement pourvu en personnel, avec 67 des 68 fonctionnaires en poste (62 % de femmes et 53 % de fonctionnaires provenant de pays dans lesquels sont menés des programmes). Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, les offres d'emploi du Bureau visent à recruter des personnes en situation de handicap. Le Bureau a mis en place un modeste fonds destiné à permettre de procéder à des aménagements raisonnables pour tenir compte des handicaps des candidats, des nouvelles recrues ou du personnel actuel.

34. Deux ans après sa création, il est encourageant de constater que plus de 90 % des coordonnatrices et coordonnateurs résidents/ ou leurs bureaux considéraient que le soutien reçu du Bureau de la coordination des activités de développement de New York en 2020 était « très adéquat » ou « adéquat »⁴. Les appréciations les plus positives portaient sur la gestion du changement et l'information sur le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, l'analyse commune par pays et les processus des plans-cadres de coopération, ainsi que la communication et la sensibilisation. Dans le même temps, parmi les domaines à améliorer figurent notamment l'alignement continu de toutes les entités du système des Nations Unies pour le développement sur les nouvelles relations et responsabilités au sein des équipes de pays des Nations Unies, comme le prévoit le Cadre de gestion et de responsabilité conformément à la résolution 72/279; assurer une plus grande clarté sur les questions de surveillance et de gestion de la performance; aborder les questions de planification et d'accompagnement des carrières; assurer des processus de configuration des équipes de pays des Nations Unies plus efficaces; et accroître le soutien administratif. Les coordonnatrices et coordinateurs résidents signalent également que les demandes émanant des processus des Nations Unies continuent de dépasser les capacités de leurs bureaux. L'examen du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents permettra d'approfondir l'analyse de ces défis, de déterminer les moyens de réduire la charge que représentent les processus et d'analyser la mise en place et la performance du Bureau de la coordination des activités de développement dans son ensemble.

⁴ Système de gestion de l'information du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, 2020.

III. Réponses intégrées et effectives : la contribution du système des Nations Unies pour le développement à la promotion des objectifs de développement durable, notamment dans le cadre des efforts de lutte et de relèvement liés à la COVID-19

35. En 2020, les avantages découlant des actions menées pour renforcer le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents aux niveaux national, régional et mondial deviennent plus manifestes dans les mesures intégrées et effectives prises par les équipes de pays des Nations Unies pour répondre aux priorités et aux besoins des pays de programme.

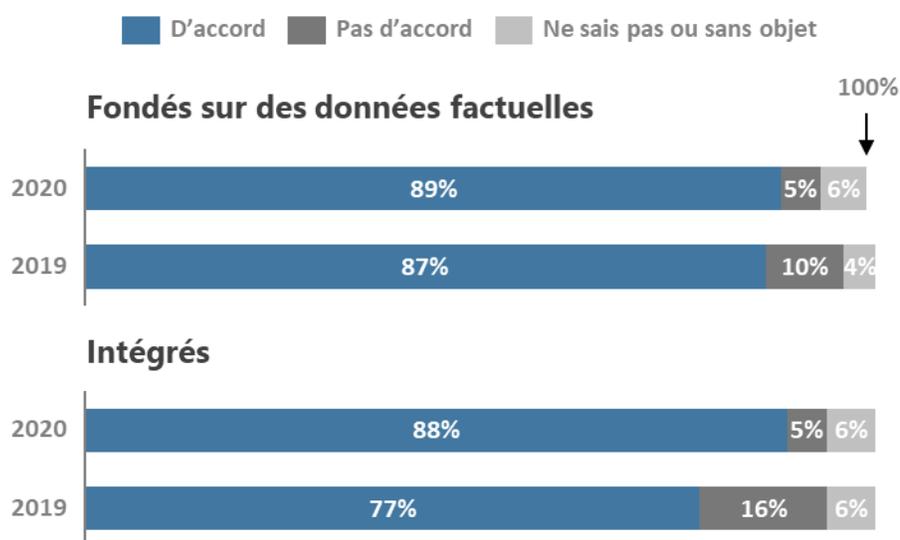
36. Des progrès peuvent être constatés dans les analyses communes de pays et les plans-cadres de coopération, notamment en ce qui concerne l'élargissement de l'éventail des compétences disponibles au sein des équipes de pays des Nations Unies, l'intensification des actions visant à ne laisser personne de côté et l'adoption d'approches plus innovantes. Cependant, dès le début de la pandémie, le système des Nations Unies pour le développement a réagi promptement pour faire face d'urgence aux effets socioéconomiques de la crise. Un effort très marqué a été fait pour assurer un alignement complet entre les plans d'intervention socioéconomiques des Nations Unies et le Programme 2030, et veiller à ce que les résultats issus de ces plans soient considérés ci-dessous comme un premier pas vers l'établissement d'un rapport sur la pleine contribution du système des Nations Unies pour le développement à la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

A. Des réponses plus intégrées et plus effectives de la part des équipes de pays des Nations Unies qui ne laissent personne de côté

37. Au cours de l'année écoulée, le système redynamisé des coordonnatrices et coordonnateurs résidents a permis aux équipes de pays des Nations Unies de renforcer la planification et la programmation communes et de mieux tirer parti des compétences pertinentes de l'ensemble du système pour s'attaquer à des problèmes complexes et interdépendants – en remplaçant les approches sectorielles pour mieux aider les pays à atteindre les objectifs de développement durable. Quatre-vingt-onze pour cent des gouvernements des pays de programme déclarent que les Nations Unies ont gagné en importance par rapport aux besoins de développement de leur pays au cours des trois dernières années, depuis que la réforme est entrée en vigueur, assortie de conseils de meilleure qualité et plus intégrés et d'une présence adéquate.

38. La mise en œuvre des nouveaux plans-cadres de coopération a débuté dans 11 pays en 2020. Avec 32 autres à exécuter cette année, bien plus de la moitié des équipes de pays des Nations Unies (57 %) auront remplacé les anciens plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement d'ici à la fin de 2021. Un tableau de bord sur l'état de la mise en œuvre des plans-cadres de coopération dans chaque pays est disponible sur le site Web du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, qui comprend désormais une nouvelle section à l'appui de l'examen par le conseil d'administration des programmes de pays propres à chaque entité.

Figure VI
**Dans quelle mesure votre pays est-il d'accord ou non avec l'idée
 que les Nations Unies fournissent des conseils politiques adéquats qui sont :**

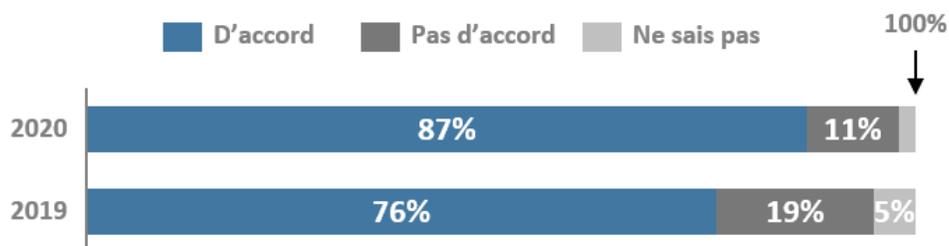


Source : Enquête réalisée en 2020 auprès des gouvernements des pays de programme par le Département des affaires économiques et sociales.

39. Les nouvelles analyses communes de pays et les nouveaux plans-cadres de coopération témoignent toujours davantage d'une réponse plus intégrée aux défis nationaux liés aux objectifs de développement durable, notamment grâce à un soutien politique plus important et de meilleure qualité (voir fig. VI) et à une participation plus large des partenaires de développement. En Ouganda, par exemple, le dialogue relatif à la configuration de l'équipe de pays des Nations Unies a vu une augmentation du nombre d'organismes signataires du Plan-cadre de coopération, qui est passé à 29 (contre 18 lors du précédent cycle du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement), ce qui traduit la volonté du système de travailler sous l'égide du Plan-cadre de coopération, indépendamment de la présence physique dans le pays. Soixante et onze pour cent des équipes de pays des Nations Unies ont indiqué que des capacités ont été puisées dans l'ensemble du système des Nations Unies pour élaborer ou mettre à jour une nouvelle analyse commune de pays. Cela s'inscrit dans le cadre d'une tendance plus vaste et encourageante : les commissions économiques et sociales régionales sont désormais des membres à part entière de 49 équipes de pays des Nations Unies, soit 9 de plus qu'en 2019 (40); la Banque mondiale et le Fonds monétaire international sont membres de 53 et 28 équipes de pays des Nations Unies et ont signé respectivement 12 et 4 plans-cadres de coopération/plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement. Un plus large et meilleur accès aux capacités techniques pertinentes est essentiel à un soutien adapté dans les pays, et les gouvernements ont noté ces améliorations, comme il ressort de la figure VII.

Figure VII

Le système des Nations Unies dispose d'une présence adéquate pour relever les défis propres au pays concerné



Source : Enquête réalisée en 2020 auprès des gouvernements des pays de programme par le Département des affaires économiques et sociales.

40. Les synergies entre les interventions en matière de développement, d'aide humanitaire et de consolidation de la paix, dans les pays ou situations à risque ou touchés par des crises, ont également été renforcées. Par exemple, la collaboration entre les équipes de pays des Nations Unies et le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général a permis d'obtenir, pour la seule année 2020, des investissements de 51,4 millions de dollars dans 26 projets, en particulier au Sahel. Au Burkina Faso, près de 2 000 civils ont reçu des soins gratuits dans les centres de santé militaires. En Guinée, le financement du Fonds a aidé plus de 160 jeunes et 800 femmes à suivre une formation sur l'encadrement, les processus électoraux et le règlement des conflits, tandis que 500 jeunes vulnérables ont bénéficié de projets leur permettant de gagner rapidement leur vie et ainsi de renoncer à la violence. Au Nigéria, la capacité institutionnelle a été renforcée pour promouvoir des relations pacifiques par une approche qui fait progresser les droits des femmes, en créant une rubrique budgétaire nationale consacrée à la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

41. Le renforcement du soutien politique intégré et de la direction éclairée a permis de répondre aux besoins spécifiques des pays, notamment en relevant les défis transfrontaliers et régionaux. À la demande des gouvernements respectifs, les coordonnatrices ou coordonnateurs résidents du Brésil, de la Colombie et du Pérou ont réuni les autorités nationales et les équipes de pays des Nations Unies dans le cadre d'une initiative transfrontalière visant à lutter contre les effets de la COVID-19 dans la région amazonienne, en aidant les autorités locales à fournir une assistance sanitaire, juridique et socioéconomique aux migrants, aux réfugiés et aux populations autochtones, en particulier aux femmes. Les coordonnatrices ou coordonnateurs résidents de la Barbade et du Samoa ont pris la tête d'une initiative visant à élaborer un indice de vulnérabilité multidimensionnel afin d'aller au-delà du produit intérieur brut (PIB) comme mesure des besoins en matière de développement et de prendre en compte les défis uniques auxquels se heurtent les petits États insulaires en développement, comme le préconisent les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa), en collaboration avec des partenaires au sein et en dehors du système des Nations Unies.

42. Les équipes de pays des Nations Unies ont également mis davantage l'accent sur les groupes les plus vulnérables et les laissés pour compte. Dans tous les plans-cadres de coopération et les plans d'intervention socioéconomiques des Nations Unies élaborés en 2020, ces populations sont identifiées plus clairement et sont de plus en plus impliquées dans le processus de conception des programmes. La plupart des gouvernements des pays de programme considèrent que la lutte contre la COVID-19 vise spécifiquement les groupes à risque (84 %) et est suffisamment compatible avec

le Plan-cadre de coopération/Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (81 %) et les plans d'intervention humanitaire (84 %). Les équipes de pays des Nations Unies ont également commencé à rendre compte de leur action de soutien en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, de l'inclusion des jeunes et des personnes handicapées à l'aide de nouvelles fiches d'évaluation des entreprises.

43. Des progrès ont été réalisés en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, tout en luttant contre la violence à l'égard des femmes. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont mieux intégrées dans les plans-cadres de coopération, par exemple ceux de Cuba, de l'Éthiopie, du Paraguay et de l'Ouzbékistan. Le processus d'élaboration du Plan-cadre de coopération au Bangladesh a contribué à orienter les priorités en matière de genre dans le plan quinquennal du gouvernement. Le soutien des Nations Unies a permis d'accroître les services destinés aux victimes de violences fondées sur le genre. C'est ainsi qu'à Maurice, l'application téléphonique « panic button » (bouton de panique), que l'ONU a aidé à mettre au point, a permis aux femmes victimes de violences de communiquer avec les autorités, et à une femme sur quatre de pouvoir en profiter; et, au Kenya, le volume des appels vers une ligne d'assistance téléphonique sur la violence fondée sur le genre soutenue par les Nations Unies a été multiplié par quatre par rapport à l'année précédente, apportant un appui vital non seulement aux femmes, mais aussi aux hommes et aux enfants. Le système des Nations Unies pour le développement a également augmenté les investissements dans les organisations de femmes pour fournir des services de soutien au niveau local (comme au Brésil, en Inde, au Kosovo et en République de Moldova), pour la participation des femmes à la gouvernance locale (comme en République centrafricaine, au Népal, en République arabe syrienne et en Ukraine), pour l'accès à la justice des personnes rescapées de violences fondées sur le genre (comme au Soudan du Sud, en Turquie et au Zimbabwe), y compris la modification du code pénal (comme au Kosovo). L'Initiative Spotlight a réorienté plus de 21 millions de dollars pour faire face à la recrudescence de la violence familiale pendant le confinement, transféré certaines activités du programme et des services de soutien aux survivants en ligne et obtenu des équipements de protection individuelle supplémentaires pour les centres d'accueil de femmes.

44. Les résultats du premier tableau de bord de la jeunesse, qui rend compte de la stratégie de l'Organisation des Nations Unies pour la jeunesse (Youth2030), indiquent des progrès dans toute une série de domaines prioritaires, les équipes de pays des Nations Unies travaillant avec les gouvernements et plaidant en faveur des jeunes et avec leur concours. Cela a toutefois permis de constater qu'il fallait améliorer notamment la capacité qu'avaient les équipes de pays des Nations Unies de collaborer avec les jeunes. Pour accélérer les progrès, le Bureau de la coordination des activités de développement coopère étroitement avec le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse sur un dispositif d'appui à l'information et aux politiques de l'équipe de pays des Nations Unies en faveur de la mise en œuvre de la stratégie intitulée Youth2030. Les équipes de pays des Nations Unies au Bangladesh, au Costa Rica, en Éthiopie, au Ghana, en Jordanie, au Maroc, au Niger, en Ouganda, en Ouzbékistan et en Sierra Leone assurent le déploiement de la stratégie et procéderont également à des essais sur le terrain et au réglage des détails de la mise en œuvre.

45. De même, les résultats de la première analyse de la mise en œuvre de la Stratégie des Nations Unies pour l'intégration du handicap sont remarquables. Par exemple, au Zimbabwe, l'équipe de pays des Nations Unies a soutenu le Gouvernement dans le domaine de l'inclusion du handicap, ce qui a permis d'améliorer l'offre de services par le système judiciaire, et en matière de droits à la santé sexuelle et procréative pour les femmes et les filles handicapées. Le Parlement géorgien a adopté une loi relative aux droits des personnes handicapées, appuyée par l'équipe de pays des Nations Unies

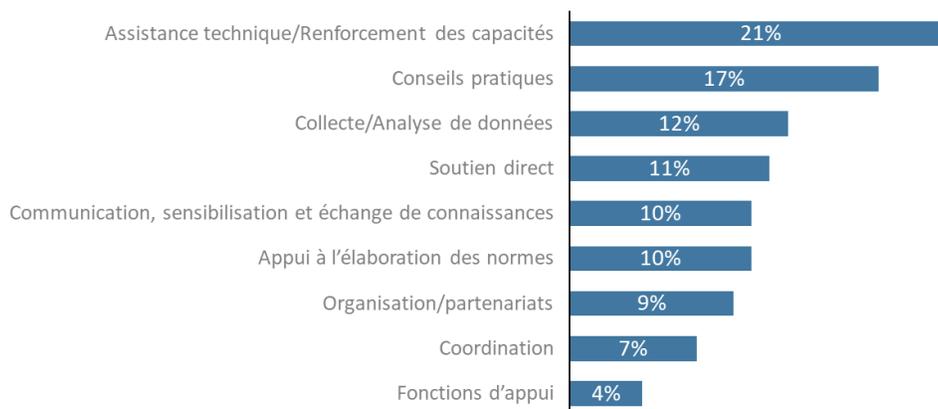
qui coopère étroitement avec elles dans le cadre d'un programme conjoint relevant du Fonds commun pour les objectifs de développement durable. Au Guatemala, l'équipe de pays des Nations Unies a collaboré avec les autorités pour s'assurer que les personnes handicapées figuraient dans le plan national d'atténuation des effets de la COVID-19. Ces exemples sont à suivre au cours de l'année prochaine.

46. Les peuples autochtones ont également été de plus en plus impliqués dans la recherche de solutions aux problèmes qui les touchent, notamment face aux risques cumulés de la COVID-19 et des changements climatiques. Il s'agit entre autres de renforcer les capacités nationales en matière de données afin de mieux faire connaître les peuples autochtones et de les rendre mieux à même de répondre aux défis qui se posent à eux. Ainsi, en Équateur, l'équipe de pays des Nations Unies a élaboré des lignes d'action stratégiques sur des questions telles que l'autonomisation des femmes autochtones dans la région amazonienne et le renforcement des systèmes alimentaires autochtones. Au Costa Rica, l'équipe de pays des Nations Unies a favorisé de nouveaux partenariats pour faire face aux effets socioéconomiques de la COVID-19 et aux barrières structurelles auxquelles les peuples autochtones se heurtent depuis de nombreuses années.

47. La promotion d'approches plus innovantes est un autre domaine dans lequel des progrès ont été enregistrés. Au moins 48 équipes de pays des Nations Unies ont fait état d'innovations dans le déploiement des données et des technologies numériques pour aider les pays à lutter contre la pandémie et à en suivre l'évolution. En Amérique latine et dans les Caraïbes, par exemple, huit bureaux de coordonnatrices et coordonnateurs résidents mettent à l'essai par l'intermédiaire des médias sociaux et des plateformes mobiles un système de suivi en temps réel permettant de déterminer la manière dont les populations font face à la situation.

Figure VIII

Soutien des équipes de pays des Nations Unies en faveur des objectifs de développement durable (pourcentage global par fonction)

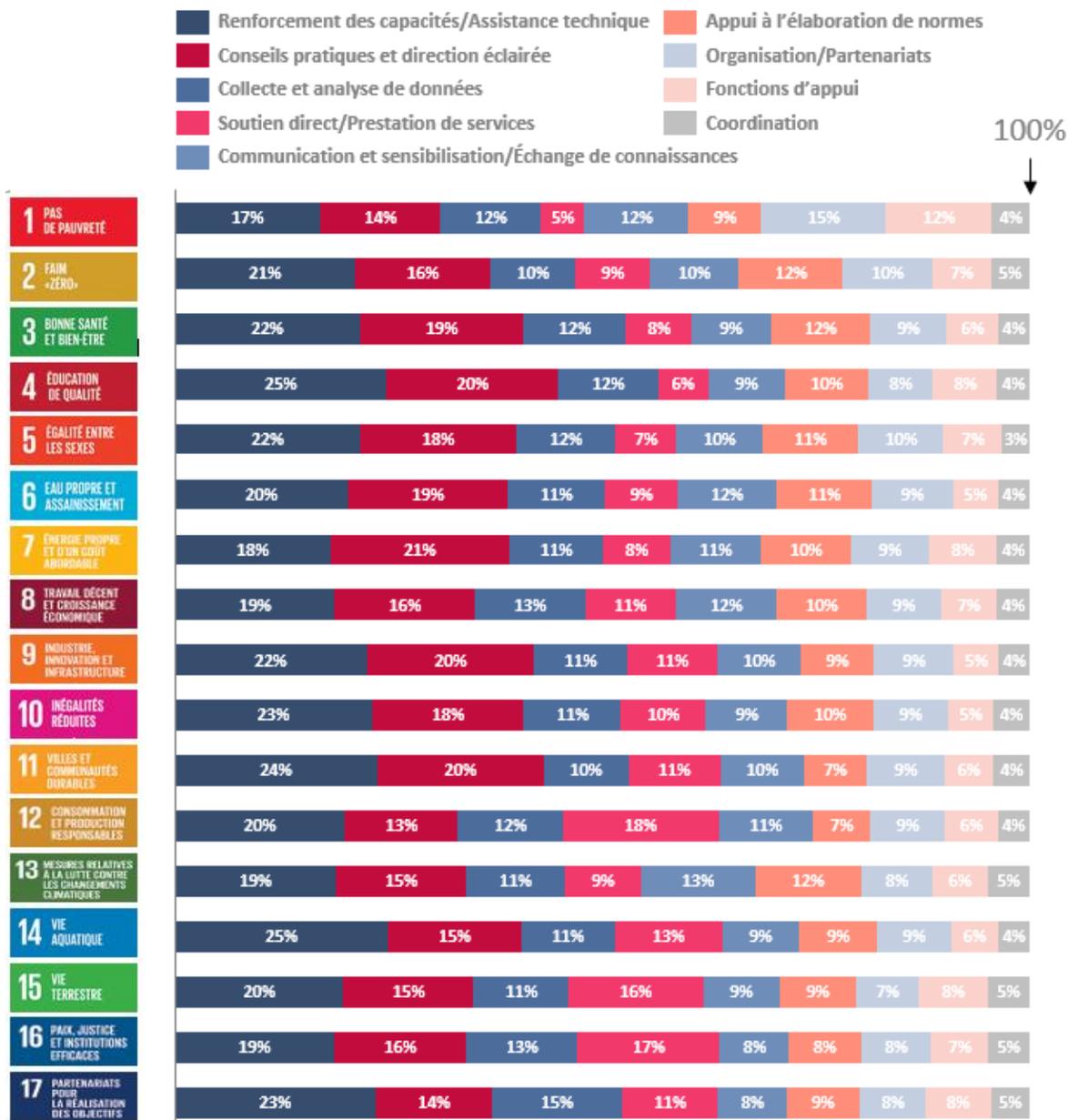


Source : Système de gestion de l'information du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, 2020.

48. Pour que ces améliorations se traduisent par le type de soutien dont les pays auront besoin pour accélérer l'action en vue de 2030, nous devons renforcer l'évolution vers des conseils et un soutien politiques plus intégrés et de haute qualité, en tirant parti des avantages relatifs et des capacités des différentes entités des Nations Unies. Les dernières données du système de gestion de l'information sont encourageantes à cet égard (voir fig. VIII). Il en ressort que l'assistance technique et le renforcement des capacités liés aux objectifs de développement durable restent la

fonction la plus courante du système des Nations Unies pour le développement au niveau national, suivie des conseils pratiques et de la direction éclairée, ainsi que de la collecte et de l'analyse de données (voir fig. VIII). Une répartition similaire peut être observée pour l'ensemble des objectifs de développement durable, comme le montre la figure IX.

Figure IX
Soutien des équipes de pays des Nations Unies en faveur des objectifs de développement durable (pourcentage par objectif et par fonction)



Source : Système de gestion de l'information du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, 2020.

B. Contribution du système des Nations Unies pour le développement à la réponse et aux efforts de relèvement liés à la COVID-19 : base de l'accélération des objectifs de développement durable

49. La pandémie a déclenché une crise mondiale en matière de développement qui a mis à mal des acquis arrachés de haute lutte et sapé des progrès enregistrés vers la réalisation des objectifs de développement durable. Le Secrétaire général a mobilisé l'ensemble du système des Nations Unies pour apporter une solution globale aux aspects sanitaires, humanitaires et socioéconomiques qui y sont liés, notamment en mettant fortement l'accent sur les aspects financiers de la crise et une série de notes d'orientation cruciales⁵. La réponse du système des Nations Unies pour le développement à la COVID-19 a démontré l'intérêt qu'il y avait pour les équipes de pays des Nations Unies à renforcer leur coordination pour pouvoir assurer une riposte immédiate, globale et complémentaire en matière de santé, d'aide humanitaire et socioéconomique. Cela n'a été possible que parce que l'ensemble du système des Nations Unies pour le développement s'est mobilisé sous la supervision de la coordonnatrice résidente ou du coordinateur résident, ainsi que sous la direction et l'expertise de l'OMS, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et du PNUD, l'UNICEF jouant également un rôle crucial aux côtés d'autres partenaires dans les efforts de distribution mondiale de vaccins soutenus par COVAX. Les gouvernements des pays de programme ont indiqué que la riposte des équipes de pays des Nations Unies face à la COVID-19 a été globale (74 %), opportune (76 %) et efficace (77 %).

50. Les équipes de pays des Nations Unies ont agi rapidement pour élaborer des plans d'intervention socioéconomiques des Nations Unies alignés sur le Cadre des Nations Unies pour la réponse socioéconomique immédiate à la COVID-19, afin d'aider les pays à atténuer les effets de la crise sur les objectifs de développement durable et à préparer le terrain pour mieux se relever. Au total, 121 plans d'intervention socioéconomiques ont été élaborés, couvrant 139 pays et territoires, pour soutenir la fourniture de services essentiels, renforcer les services de protection sociale, protéger les emplois et les travailleurs vulnérables et maintenir la cohésion sociale. Ils s'alignent sur les trajectoires des objectifs de développement durable et mettent l'accent sur une relance verte, la numérisation et l'inclusion.

51. Comme cela a été souligné plus haut, le Cadre des Nations Unies pour la réponse socioéconomique immédiate à la COVID-19 qui guide les plans d'intervention socioéconomiques s'accompagne d'un cadre de suivi solide, assorti d'un ensemble de 18 indicateurs – ventilés par type de programme, territoire (rural/urbain), sexe, groupe d'âge et populations à risque, pour mesurer les résultats à l'échelle du système. Avec les indicateurs sanitaires et humanitaires et les 10 indicateurs relatifs aux droits humains, ils constituent la base de l'évaluation de la réponse du système des Nations Unies à la COVID-19. Les indicateurs socioéconomiques ont été intégrés dans la plateforme UN INFO gérée par le Bureau de coordination des activités de développement, qui alimente un nouveau portail ONU de données relatives à la COVID-19⁶.

52. L'analyse de l'ensemble des nouvelles données est présentée dans les figures X-XVIII, selon les cinq piliers du Cadre pour la réponse socioéconomique immédiate à la COVID-19. Globalement, cela représente les résultats collectifs des équipes de pays des Nations Unies et démontre la manière dont les efforts menés

⁵ www.un.org/en/coronavirus/un-secretary-general.

⁶ <https://data.uninfo.org/>.

conjointement, jusqu'à présent, se sont traduits par des avantages concrets pour les pays que nous soutenons et les populations que nous servons.

Figure X

121 plans des Nations Unies pour le redressement économique

Les équipes de pays des Nations Unies ont axé > 5 milliards de dollars sur la réponse socioéconomique à la COVID-19

3,0 milliards de dollars

Fonds réaffectés

2,18 milliards de dollars

Fonds supplémentaires mobilisés



139 pays et territoires
couverts



Élaborés en consultation
avec les **gouvernements**



18 indicateurs de
programme à l'échelle
mondiale montrant les
efforts concertés
menés par les Nations
Unies dans le pays



La programmation s'intègre dans
le Plan-cadre de coopération
à compter de **2022**

Source : Bureau de la coordination des activités de développement, 2021.

PILIER 1



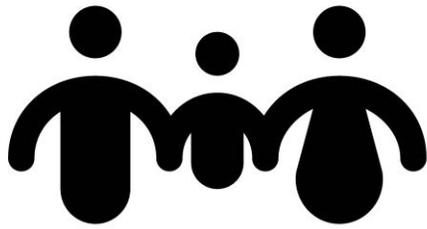
La santé d'abord : protéger les services et systèmes de santé pendant la crise⁷

53. Tirant les leçons de son intervention à l'échelle du système dans le cadre de la crise de l'Ebola, l'ONU a, grâce à son soutien ciblé en riposte à la COVID-19, permis aux pays de maintenir des services de santé essentiels malgré une montée en flèche de la demande de soins intensifs liés à la pandémie.

54. L'équipe de pays des Nations Unies au Koweït, par exemple, a renforcé la participation des personnes handicapées par une campagne nationale, qui a permis de fournir près de 24 000 paniers alimentaires aux groupes et travailleur(euse)s vulnérables, 50 000 masques de protection, 20 000 masques chirurgicaux, 40 000 paires de gants et 3 100 publications de sensibilisation pour les familles de personnes handicapées. Au Brésil, la collaboration de la coordonnatrice résidente ou du coordonnateur résident avec les gouverneurs de la région amazonienne a ouvert la voie à l'aide des Nations Unies aux communautés vulnérables : transferts d'argent à 40 000 migrants, documentation à 20 000 réfugiés, 2 000 consultations médicales aux communautés à risque et trousse médicale à 7 000 agents sanitaires autochtones.

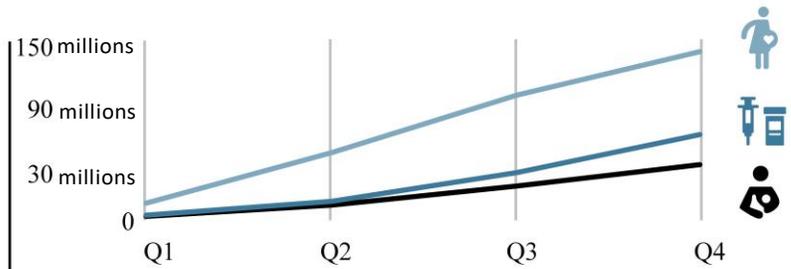
⁷ Entités responsables : FNUAP, OMS, UNICEF.

Figure XI



240 millions de personnes ayant bénéficié de services essentiels non liés à la COVID

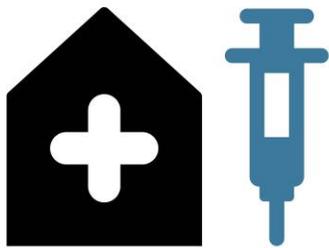
Il s'agit notamment de :
114 millions dans les PMA
101 millions dans les PDSL
2 millions dans les PEID



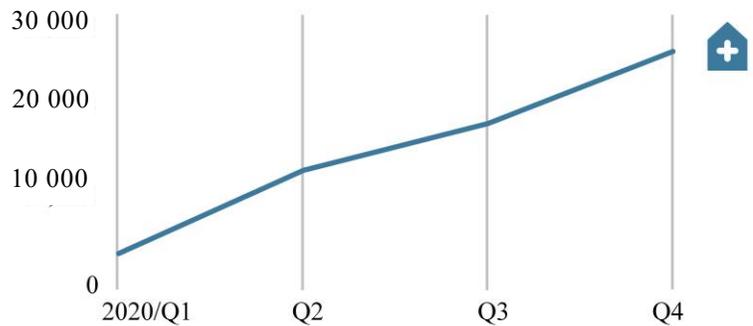
142 millions Femmes (soins de santé maternelle)
73 millions Enfants vaccinés (non liés à la COVID)
48 millions Enfants (programmes de nutrition)



Les équipes de pays des Nations Unies ont apporté une aide à environ **3 millions d'agentes et agents de santé**, notamment sous forme d'équipements de protection individuelle et d'atténuation des risques et de matériel de communication



Les équipes de pays des Nations Unies ont aidé **30 000 établissements de santé** à maintenir des services de vaccination essentiels.



30 000 établissements de santé ayant bénéficié d'une aide

Abréviation : PDSL = pays en développement sans littoral ; PEID = petits États insulaires en développement ; PMA = pays les moins avancés.

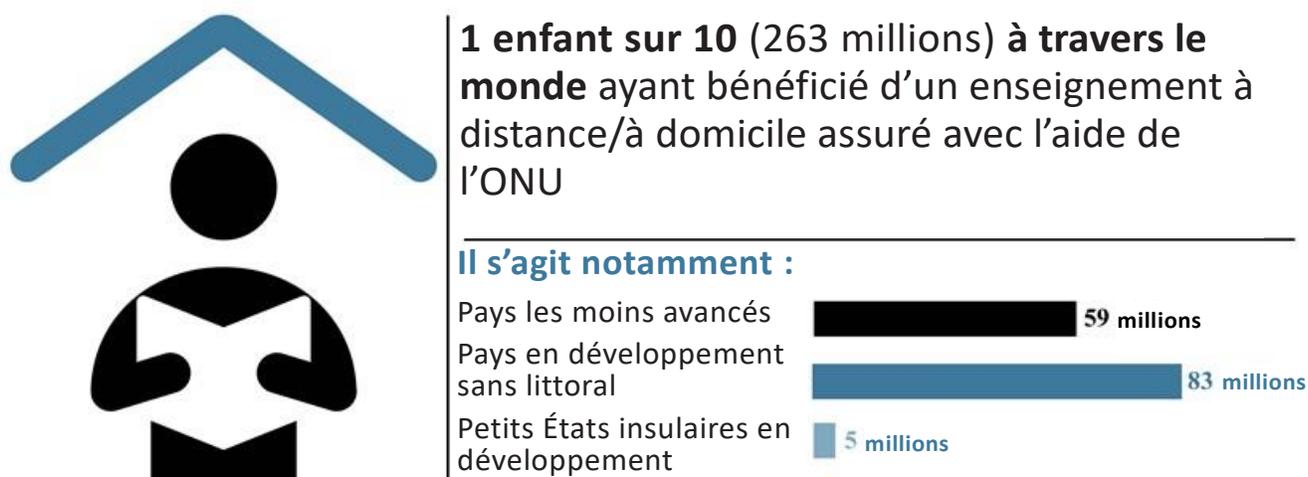
PILIER 2



Protéger les populations : protection sociale et services essentiels⁸

55. Les efforts déployés par les gouvernements du monde entier pour protéger les services essentiels pendant la pandémie ont permis de manière décisive de limiter l'augmentation des niveaux de pauvreté et aideront les populations à se relever lorsque la crise s'estompera. Les équipes de pays des Nations Unies ont aidé les gouvernements à adapter, étendre et renforcer les services de protection sociale, notamment les transferts en espèces, les programmes d'aide alimentaire, les programmes d'assurance sociale et les allocations familiales pour soutenir les familles. Elles ont tiré parti des programmes de protection sociale élaborés grâce à des allocations antérieures du Fonds commun pour les objectifs de développement durable, en réaffectant jusqu'à 20 % des budgets à la lutte contre les effets de la COVID-19, tels que de meilleurs soins de santé et des mesures de protection sociale informelle à moindre coût.

Figure XII



56. Au Chili, par exemple, l'équipe de pays des Nations Unies a réorienté 1,5 million de dollars du Fonds commun pour les objectifs de développement durable afin de renforcer la protection et l'inclusion sociales des personnes âgées. En Thaïlande, le Gouvernement a adopté, dans le cadre du plan d'intervention socioéconomique, la proposition visant à renforcer les transferts sociaux existants en faveur des enfants, des personnes âgées et des handicapés, avec un complément d'environ 10 dollars par mois pendant trois mois, au profit de plus de 6,7 millions de personnes. En Inde, les efforts de l'équipe de pays des Nations Unies ont permis au pays de multiplier par cinq les investissements destinés à lutter contre la violence fondée sur le genre; en outre, près de 5 millions d'enfants et de femmes ont reçu des soins essentiels en matière de santé procréative, maternelle, néonatale et infantile.

⁸ Entités responsables : PNUD, FNUAP, HCR, FAO, OMS, UNICEF, PAM, ONU-Femmes.

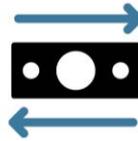
L'équipe de pays des Nations Unies en Serbie a adopté une approche axée sur les données pour analyser les effets de la COVID-19 sur les personnes âgées.

Figure XIII

Plus de 17 millions d'élèves du primaire ont reçu une aide alimentaire grâce au soutien de l'ONU



8,7 millions
de repas



271 000
transferts de fonds



6,3 millions
de rations à emporter

Figure XIV



Plus de 36 millions de personnes ont bénéficié de services essentiels d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Les chiffres ventilés par sexe disponibles comprennent notamment :



4,7 millions de femmes
6,6 millions de filles



5,6 millions d'hommes
6,4 millions de garçons



1,0 million
de migrant(e)s, de réfugié(e)s,
d'apatrides ou de déplacé(e)s



250 000
personnes handicapées



Les équipes de pays des Nations Unies ont aidé à intégrer des mesures visant à lutter contre les violences fondées sur le genre dans **86 pays dans le cadre du plan de riposte face à la COVID-19**.

Près de **120 millions** de personnes ont bénéficié de régimes de protection sociale, dont **44 millions au titre de mesures d'aide financière** et **8 autres millions employés** dans le cadre de programmes d'aide en espèces en échange de productivité.



Près de **60 millions** de femmes



Plus de **60 millions** d'hommes



Plus de **44 millions** de personnes ont bénéficié de transferts de fonds.



32 millions de personnes ont bénéficié de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.



Plus de **26 millions** de personnes ont bénéficié d'alimentation et de nutrition.



Plus de **17 millions** de personnes ont bénéficié d'un soutien psychosocial.



Près de **8 millions** de personnes ont bénéficié d'une protection en matière de droits humains.



Plus de **7 millions** de personnes ont bénéficié d'une aide juridictionnelle.

PILIER 3



Réponse et reprise économiques : protéger les emplois, les petites et moyennes entreprises et les travailleuses et travailleurs vulnérables du secteur informel⁹

57. Certains secteurs ont été plus durement touchés par les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 : les petites et moyennes entreprises, les travailleur(euse)s agricoles, les indépendant(e)s, les salarié(e)s journalier(ère)s, les travailleur(euse)s du secteur informel, les réfugié(e)s et les travailleur(euse)s migrant(e)s. À ce propos, plusieurs équipes de pays des Nations Unies se sont concentrées sur la protection des travailleur(euse)s et des secteurs les plus importants, notamment en aidant les entreprises à réduire les licenciements massifs et en protégeant les ménages et les individus grâce à une protection sociale élargie, au télétravail et à des politiques de partage des tâches.

58. Parmi les exemples on peut notamment citer le soutien à l'assurance chômage universelle (comme au Mexique); la relance verte et la numérisation (au Cameroun, au Chili, en Jamaïque, au Kenya, au Monténégro et en Thaïlande); l'agro-industrie et la formation à la résilience et aux compétences (au Guatemala); la gouvernance du travail pour permettre aux groupes vulnérables de disposer d'un travail décent (aux Maldives); l'exploitation des technologies numériques pour renforcer les filets de sécurité sociale et la couverture sanitaire universelle (en République islamique d'Iran et dans de nombreux autres pays). Compte tenu des vulnérabilités des petits États insulaires en développement et de l'importance de l'utilisation durable des ressources océaniques pour la croissance économique, les moyens de subsistance et l'emploi, les plans d'intervention socioéconomiques des Nations Unies de pays tels que le Cabo Verde, les Maldives, les Seychelles et la République dominicaine cherchent à tirer parti des possibilités offertes par une économie bleue en vue d'un meilleur relèvement.

⁹ Entités responsables : FIDA, OIT, ONU-Femmes, PNUD, UNICEF.

Figure XV

Pays qui ont renforcé les politiques soutenues par l'ONU en matière d'emploi et un cadre réglementaire visant à protéger des groupes clés



52 pays ont renforcé la protection des femmes.



52 pays ont renforcé la protection des jeunes.



47 pays ont renforcé la protection des travailleur(euse)s du secteur informel.



47 pays ont renforcé la protection des travailleur(euse)s migrant(e)s.



35 pays ont renforcé la protection des travailleur(euse)s en situation de handicap.

Figure XVI

En 2020, les équipes de pays des Nations Unies ont aidé plus de **1,3 million de travailleur(euse)s du secteur formel et plus de 580 000 travailleur(euse)s du secteur informel**. L'ONU a également prêté un concours à plus de **375 000 sociétés**, dont essentiellement des micro, petites ou moyennes entreprises.

**349 000**

petites et moyennes entreprises

**24 800**

autres sociétés

**581 000**

travailleur(euse)s du secteur informel

**1,3 million**

de travailleur(euse)s du secteur formel

Nombre de pays adoptant des plans de relance budgétaire, monétaire et législative

**41**

pays qui tiennent compte des **changements climatiques et de l'environnement** pour un relèvement plus vert

**51**

pays qui tiennent compte des **questions de genre**, notamment pour pourvoir aux besoins de femmes chefs de famille

Nombre de personnes aidées par des régimes de protection de l'approvisionnement alimentaire

**4,7 millions**

de personnes travaillant dans l'approvisionnement alimentaire

PILIER 4



Mesures macroéconomiques et collaboration multilatérale¹⁰

59. L'économie mondiale connaissant la pire récession depuis 90 ans¹¹, les pays ont un besoin massif de soutien budgétaire et financier anticyclique. Plusieurs équipes de pays des Nations Unies, dans toutes les régions, ont intégré leur soutien continu au financement des objectifs de développement durable dans les plans d'intervention socioéconomiques des Nations Unies pour former la base d'une solution financière à la pandémie – du Cabo Verde au Costa Rica, au Lesotho et à la Mongolie, en s'appuyant sur le portefeuille de financement du Fonds commun pour les objectifs de développement durable, le système des Nations Unies pour le développement a aidé le Gouvernement cambodgien à analyser les incidences économiques et sociales de la COVID-19 et la Colombie à examiner ses effets sur les déficits de financement des objectifs de développement durable.

¹⁰ Entités responsables : FAO, OIT, ONU-Femmes, PNUD, UNICEF.

¹¹ https://developmentfinance.un.org/sites/developmentfinance.un.org/files/FSDR_2021.pdf.

Figure XVII

Nombre de pays ayant effectué des études d'impact socioéconomique avec le soutien des équipes de pays des Nations Unies et axées sur les populations à risque



62
besoins économiques



33
déficit budgétaire et dette publique



74
marchés de l'emploi



78
besoins liés à l'impact humain



79
besoins multisectoriels



77
besoins tenant compte des questions de genre

Nombre de pays appliquant des politiques éclairées par des études d'impact socioéconomique soutenues par les équipes de pays des Nations Unies et axées sur les populations à risque



53
Politique socioéconomique, notamment en matière d'emploi



50
Politique de protection sociale



47
Politique d'autonomisation des femmes



47
Politiques en matière de marché du travail, notamment de sécurité alimentaire



44
Politique budgétaire

PILIER 5



Cohésion sociale et résilience des communautés¹²

60. La pandémie a mis à rude épreuve la cohésion sociale, amplifiant les lignes de fracture existantes et en créant de nouvelles. Face à cette situation, les équipes de pays des Nations Unies, sous la direction technique de l'Organisation internationale du Travail (OIT), ont contribué à faciliter plus de 1 000 dialogues nationaux et plus de 500 dialogues infranationaux pour les organisations d'employeurs et d'entreprises, ainsi que pour les syndicats, sur la manière de répondre à la pandémie et au regain de la violence familiale, du racisme, de la xénophobie, de la stigmatisation et d'autres formes de discrimination, et sur la manière de prévenir et de réparer les atteintes aux droits humains.

¹² Entités responsables : PNUD, ONU-Femmes, ONU-Habitat, HCR, OIT, UNICEF.

Figure XVIII

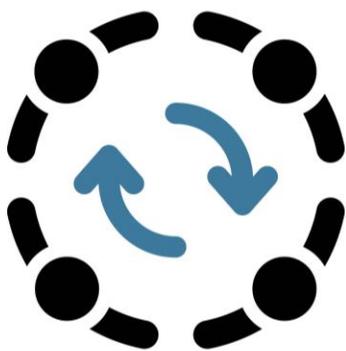
Nombre d'organisations syndicales et patronales bénéficiant de l'appui des équipes de pays des Nations Unies au titre du renforcement des capacités pour faire face aux effets de la COVID-19

**2 800**

Organisations d'employeurs et d'entreprises

**300+**

Organisations syndicales



Plus de 25 000 organisations communautaires/organisations de la société civile bénéficiant du soutien des équipes de pays des Nations Unies

Y compris des organisations/institutions communautaires en faveur de :

> 7 200
jeunes

> 1 000
implantations sauvages

> 49
institutions nationales des droits humains

> 300
groupes religieux

> 2 800
peuples autochtones

> 2 700
milieux fragiles

> 2 600
populations à risque

> 4 600
appui aux moyens de subsistance

C. Pleine appréciation de la contribution du système des Nations Unies pour le développement à la réalisation des objectifs de développement durable

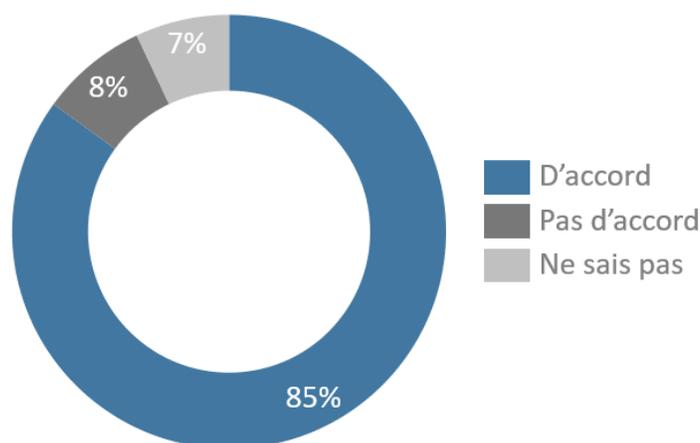
61. Les résultats de la réponse socioéconomique des Nations Unies à la COVID-19 cernent une part de la contribution du système des Nations Unies pour le développement au niveau national à la protection et à la promotion du développement durable. Ils mettent en évidence la bonne performance enregistrée par les entités sur le terrain, la capacité du système d'agir de concert sous la direction des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et le type de rapports sur les résultats à l'échelle du système que l'ONU souhaite produire pour rendre compte de sa contribution à la réalisation des objectifs de développement durable. Ils confirment que le soutien du système des Nations Unies est plus dynamique lorsque le système mène une action concertée, ce qui permet aux différentes entités de mieux s'acquitter de leurs mandats.

62. Ce premier effort d'établissement de rapports donne également une indication claire des domaines dans lesquels les rapports du système des Nations Unies pour le développement peuvent et doivent être améliorés à mesure que les réformes arrivent à maturation, et contribuera à renforcer l'approche commune que le système des Nations Unies pour le développement s'attache à suivre afin de déterminer la contribution de l'ensemble du système à la réalisation des objectifs de développement durable. Il est primordial que cet effort garantisse la reconnaissance des contributions individuelles et collectives des entités des Nations Unies. Une vaste initiative de la part des entreprises est nécessaire à cet égard et je m'appuierai sur la direction du Groupe des Nations Unies pour le développement durable pour faire passer nos rapports collectifs à l'étape suivante. Le soutien des organes directeurs propres à chaque entité sera également essentiel pour stimuler les progrès dans ce domaine.

IV. Partenariats : unir les forces pour se relever et répondre aux besoins et priorités nationaux à l'horizon 2030

Figure XIX

La coordonnatrice résidente ou le coordonnateur résident a contribué à tirer parti des partenariats à l'appui des efforts nationaux pour promouvoir le Programme 2030 et réaliser les objectifs de développement durable



Source : Enquête réalisée en 2020 auprès des gouvernements des pays de programme par le Département des affaires économiques et sociales.

63. Avec une fonction de coordination impartiale et des capacités renforcées, les coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont montré la valeur unique du pouvoir de rassemblement des Nations Unies en faveur du Programme 2030. Les données indiquent que la grande majorité des gouvernements des pays de programme conviennent que ces efforts ont porté leurs fruits (voir fig. XIX). Des liens plus efficaces sont établis entre toutes les parties et tous les niveaux du gouvernement et les partenaires du développement, y compris la société civile et le secteur privé.

64. Les coordonnatrices et coordonnateurs résidents permettent une meilleure coordination de la coopération en matière de développement, notamment en tant que coprésident(e)s des plateformes d'aide des donateurs et des gouvernements – rôle que beaucoup d'entre eux assument, à la demande de leurs homologues nationaux. Au Kenya, la plateforme de partenariat en matière d'objectifs de développement durable, à laquelle participent le Gouvernement et les partenaires de développement, a permis de mobiliser environ 7 millions de dollars de financement et de soutien en nature et de faciliter un investissement de 165 millions de dollars en faveur de soins de santé primaires abordables pour 25 millions de personnes. En République de Moldova, la coordonnatrice résidente ou le coordinateur résident a réuni, pour la première fois, des hauts fonctionnaires des ministères de tutelle avec des partenaires de développement dans le pays pour une action collective portant sur l'encadrement, la coordination et le plaidoyer, ce qui a permis de lever des fonds d'un montant de 19 millions de dollars au titre de la réponse et du relèvement liés à la COVID-19.

65. Les coordonnatrices et coordinateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies ont étendu leur portée grâce à l'établissement de partenariats renforcés avec les institutions financières internationales. En Ouzbékistan, la collaboration avec des institutions financières internationales a permis de réaliser rapidement une évaluation socioéconomique conjointe des effets de la pandémie, assortie d'un objectif macroéconomique bien défini dans le plan de relèvement et les mesures de réponse socioéconomique à la COVID-19 de l'ONU, et la mise en place d'un mécanisme de suivi financier pour le Gouvernement sur les subventions et les prêts des partenaires. Au Cabo Verde, l'ONU et la Banque mondiale ont soutenu le développement du plan national de vaccination, facilitant ainsi l'inclusion du pays dans le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins. C'est pourquoi, le Cabo Verde a été parmi les premiers pays d'Afrique à recevoir des vaccins en mars 2021 pour près de 200 000 personnes, soit environ 35 % de sa population.

66. Un certain nombre de nouveaux partenariats ont été conclus avec le secteur privé. En Albanie, par exemple, l'ONU s'est associée à une grande entreprise de télécommunications à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation pour lancer une enquête d'une minute pour que les citoyens partagent leurs priorités à propos de l'avenir qu'ils souhaitent. Au Brésil, le bureau de la coordonnatrice résidente ou du coordonnateur résident, en collaboration avec le réseau local du Pacte mondial des Nations Unies, s'est associé à une société de boissons pour produire des bouteilles de désinfectant à base d'alcool qui ont été données aux hôpitaux publics. À Trinité-et-Tobago, le bureau de la coordonnatrice résidente ou du coordonnateur résident a aidé l'équipe de pays des Nations Unies à réunir des législateurs, des entreprises de télécommunications du secteur privé, des entreprises technologiques mondiales, des spécialistes de la science des données et des universitaires lors du premier colloque sur les mégadonnées du pays, au cours duquel 1 100 participants ont échangé des idées et des exemples de réussite.

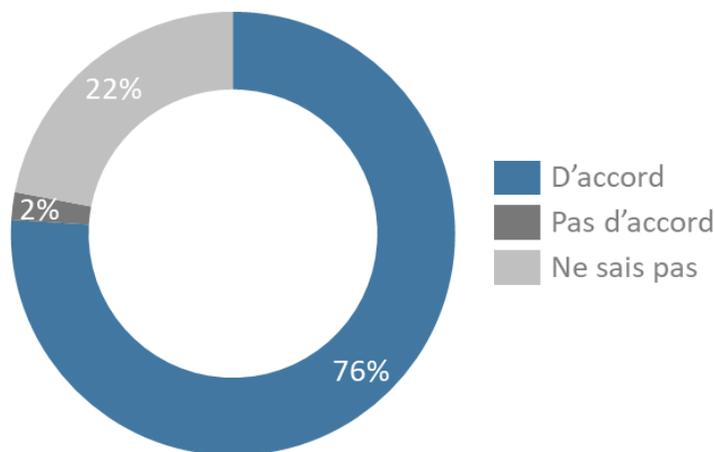
67. Le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents commence également à mieux exploiter les connaissances et les capacités des universités et de la communauté des chercheurs dans son ensemble. L'équipe de pays des Nations Unies en Uruguay s'est associée à des universités pour introduire un cours de base

sur les objectifs de développement durable dans toutes les universités privées et publiques. Un partenariat instauré avec des universités canadiennes a également servi à lancer une feuille de route de recherche des Nations Unies pour le relèvement post-COVID-19, avec des universités et des groupes de réflexion de cinq régions.

68. Avec le concours des coordonnatrices et coordinateurs résidents et sous la direction technique du PNUD, des cadres de financement nationaux intégrés ont été lancés dans 69 pays en développement pour aider à financer des objectifs de développement durable. Au total, 15 entités des Nations Unies participent actuellement à des programmes de cadres de financement nationaux intégrés, avec des ressources provenant du Fonds commun pour les objectifs de développement durable. En 2020, Cuba a réalisé des progrès considérables dans la formulation d'un cadre de financement des objectifs de développement durable grâce à un engagement important des parties prenantes et à une formation personnalisée sur la hiérarchisation de ces objectifs, ainsi qu'en développant une plateforme numérique pour leur suivi. Au Ghana, le cadre de financement national intégré a soutenu les plans de relèvement liés à la COVID-19 et les cadres de financement intégrés pour les économies locales.

Figure XX

La coordonnatrice résidente ou le coordonnateur résident a contribué à créer des synergies plus solides entre activités de développement, d'aide humanitaire et de consolidation de la paix



Source : Enquête réalisée en 2020 auprès des gouvernements des pays de programme par le Département des affaires économiques et sociales.

69. Les partenariats entre les acteurs du développement, de l'aide humanitaire et de la consolidation de la paix ont également continué à se développer sous la direction de coordonnatrices et coordinateurs résidents à double ou triple casquette. Comme le montre la figure XX, ce rôle de coordinateur résident spécifique à chaque pays a été reconnu par de nombreux gouvernements. En Somalie, les contributions à l'échelle du système à travers les piliers du Plan-cadre de coopération (qui sert également de cadre stratégique intégré pour la Somalie), le prochain plan de réponse humanitaire et le plan de développement national ont permis d'encourager la collaboration entre les piliers pour l'accès aux services sociaux de base, la résilience aux changements climatiques, la sécurité alimentaire et les solutions durables. En République démocratique du Congo, l'équipe de pays des Nations Unies met en œuvre quatre programmes conjoints pour relever les défis du développement et assurer l'aide humanitaire dans un cadre de consolidation de la paix. En Haïti, le plan « Unité d'action des Nations Unies » guide le soutien de l'Organisation à travers les piliers et

les préparations pour la transition et l'intégration avec le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti.

70. Malgré de nombreuses réalisations, des défis subsistent et feront l'objet d'une attention particulière à l'avenir. Il est essentiel d'accélérer les progrès dans le renforcement de nos capacités en matière de financement et de nos partenariats avec les institutions financières internationales, car ils offrent un potentiel réellement considérable dans un contexte où la transformation économique constitue un élément décisif du relèvement après la COVID-19 et de la réalisation des objectifs de développement durable. Seuls 58 % des gouvernements hôtes conviennent que la collaboration entre les institutions financières internationales et les Nations Unies dans leur pays s'est améliorée au cours des quatre dernières années¹³. Le Bureau de la coordination des activités de développement continuera à soutenir le renforcement des capacités de partenariat dans les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, en travaillant en étroite collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales, les commissions économiques et sociales régionales et d'autres entités ayant des bilans remarquables en matière de soutien macroéconomique et de partenariats avec les institutions financières internationales.

V. Un financement de qualité : guider la réponse à la COVID-19 et le développement durable grâce à l'esprit et aux engagements du pacte de financement

71. Le Groupe des Nations Unies pour le développement durable et le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, soutenus par le Bureau de la coordination des activités de développement, se sont efforcés d'améliorer la qualité du financement du système des Nations Unies pour le développement dans l'esprit du pacte de financement, tant au niveau mondial que national.

72. Le Fonds commun pour les objectifs de développement durable demeure la force du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et d'une nouvelle génération d'équipes de pays des Nations Unies. Accueilli par le Bureau de la coordination des activités de développement, il a permis de lever 50 millions de dollars en 2020 et de capitaliser 290 millions de dollars au total. À ce jour, il a financé 101 programmes conjoints axés sur la protection sociale intégrée ou la réalisation des objectifs de développement durable, stimulé plus de 800 partenariats pour les soutenir et testé plus de 200 solutions innovantes pour accélérer le Programme 2030. Son investissement à effet catalyseur au Viet Nam, par exemple, a permis de mobiliser 2,5 milliards de dollars de financement public pour des solutions inclusives qui ont apporté des avantages en matière de protection sociale à tous les enfants. En Équateur, il a mis en place une politique innovante pour combler le déficit de protection sociale des jeunes, permettant un travail décent à 70 % des 1,4 million de jeunes, dont au moins 40 % ont accès au système de protection sociale. En mars 2021, le Fonds a annoncé un portefeuille de 41 millions de dollars pour favoriser le financement stratégique destiné à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable : les Fidji, l'Indonésie, le Malawi et l'Uruguay ont été sélectionnés parmi 155 propositions émanant de plus de 100 pays du monde entier. Il a déjà investi 31,5 millions de dollars pour remédier aux vulnérabilités des petits États insulaires en développement. En outre, au premier trimestre de 2021, son comité directeur a approuvé un appel à propositions dédié aux petits États insulaires en développement, d'un montant de plus de 30 millions de dollars, afin de contribuer davantage à relever

¹³ Enquête réalisée en 2020 auprès des gouvernements des pays de programme par le Département des affaires économiques et sociales.

les défis auxquels ils se heurtent et qui sont aujourd'hui exacerbés par les effets de la COVID-19.

73. Le fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la riposte à la COVID-19 et le relèvement a fourni un moyen spécifique de soutenir les équipes de pays des Nations Unies dans la mise en œuvre des plans de réponse et de relèvement socioéconomiques. Depuis son lancement en avril 2020, le Fonds a programmé près de 75 millions de dollars en faveur de 24 entités des Nations Unies pour la réalisation de programmes conjoints dans 80 pays. Le Fonds a intégré une approche sensible au genre et soutenu des millions de personnes risquant d'être laissées pour compte. Il a permis d'élargir la portée des filets de sécurité sociale, d'acheter des fournitures indispensables, d'assurer des soins de santé essentiels, d'étendre l'apprentissage numérique et de rétablir l'eau, l'assainissement et d'autres infrastructures de services de base. Il a également favorisé des innovations telles que les soins de santé à distance et mobiles et les systèmes de paiement numériques, et aidé les entreprises formelles et informelles à entrer dans l'économie numérique. Un rapport sur les premiers enseignements et l'évaluabilité du Fonds sera publié ce mois-ci et servira de base à l'examen du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents.

74. Les coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont également tiré parti des possibilités offertes par le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général et l'Initiative Spotlight pour apporter des réponses intégrées aux problèmes cruciaux des pays. Le Fonds pour la consolidation de la paix a investi plus de 170 millions de dollars dans des programmes conjoints par l'intermédiaire des équipes de pays des Nations Unies, sous la direction des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, contribuant ainsi aux composantes de consolidation de la paix des plans-cadres de coopération et des plans d'intervention socioéconomiques des Nations Unies dans 36 pays et 11 contextes transfrontaliers. Bénéficiant d'une coordination renforcée, l'Initiative Spotlight a touché 42 millions de personnes, dont 350 000 adolescents, avec des campagnes remettant en cause les normes sociales néfastes et les stéréotypes liés au genre.

75. L'année 2020 a vu la consolidation des dépôts vers les fonds communs mis en place au niveau des pays pour les objectifs de développement durable, après une croissance substantielle de ceux-ci en 2019 suite aux réformes. Le montant net du financement transféré aux organismes participants est passé de 200 à 230 millions de dollars. Plus de 30 pays disposent à présent de tels fonds actifs, dont 21 ont été créés suite à la réforme du système des Nations Unies pour le développement. Le Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour la pérennisation de la paix en Colombie, avec une capitalisation cumulée de 172 millions de dollars provenant de divers partenaires internationaux, a réuni le gouvernement, 13 entités des Nations Unies et 113 organisations de la société civile et du secteur privé, et a bénéficié directement à plus de 1,8 million de personnes, 34,5 % de tous les investissements étant destinés à l'égalité des genres. Le Fonds d'accélération des objectifs de développement durable du Malawi, créé en 2019 par le Gouvernement, l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires de développement, a pu réagir rapidement à la pandémie pour améliorer les systèmes de santé, maintenir les filles à l'école et renforcer la résilience des communautés, pour un budget de 130 millions de dollars dans les années à venir. De nouveaux fonds ont été créés ou remaniés en 2020 au Cabo Verde, au Liban et en Ouganda; le premier fonds commun multipays a été créé dans la région du Pacifique (le Fonds stratégique des Nations Unies pour le Pacifique). La qualité que les fonds communs apportent aux interventions dans les pays est attestée par le niveau d'appropriation nationale de nombre d'entre eux : en 2020, le Gouvernement papouan-néo-guinéen a par exemple contribué à près de 15 % de la capitalisation totale du Fonds de pays des Nations Unies pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

76. Comme indiqué plus en détail dans le rapport du Secrétaire général sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, les contributions souples et prévisibles, y compris par le biais du financement des fonds communs interinstitutions, sont déterminantes, mais restent nettement inférieures aux engagements du pacte de financement. Dans l'ensemble, les outils de financement tels que les fonds communs et les fonds thématiques ont montré qu'ils pouvaient jouer un rôle de catalyseur dans l'adoption d'un soutien politique intégré des Nations Unies et faciliter le financement des objectifs de développement durable, mais une capitalisation beaucoup plus ambitieuse, notamment du Fonds commun pour les objectifs de développement durable, est nécessaire pour qu'ils puissent réaliser leur potentiel.

77. En outre, malgré la réaffectation de 3 milliards de dollars, la mobilisation de 2 milliards de dollars supplémentaires et les 75 millions de dollars programmés dans le cadre de la réponse et du relèvement liés à la COVID-19, les plans d'intervention socioéconomiques restent financés à un peu moins de la moitié; et la riposte immédiate à la COVID-19 reste beaucoup plus facile à financer que le relèvement à plus long terme, ce qui entrave l'aptitude des équipes de pays des Nations Unies à s'assurer que la réponse à la COVID-19 contribue également à faire avancer les pays sur le front des objectifs de développement durable. Le rôle de la coordonnatrice résidente ou du coordonnateur résident dans la mobilisation des ressources destinées aux plans-cadres de coopération et aux fonds communs doit également être précisé, comme il ressort d'une enquête réalisée auprès des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies, et des mesures sont prises à cet égard.

78. Il est essentiel que les États Membres investissent aux niveaux appropriés pour permettre aux équipes de pays des Nations Unies d'apporter une forte contribution aux efforts déployés par les gouvernements pour concevoir et assurer une meilleure relance, sans laquelle une occasion unique de remettre les objectifs de développement durable sur les rails aurait été manquée.

VI. Communications pour les résultats du développement : favoriser la responsabilité et la transparence des résultats

79. Grâce aux capacités accrues du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et à la dynamique croissante de toutes les entités du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, de nouveaux outils améliorent le suivi et l'établissement de rapports aux niveaux national, régional et mondial, renforçant ainsi la responsabilité du système des Nations Unies pour le développement en matière de résultats au niveau national.

80. Une nouvelle génération de rapports informant les gouvernements des résultats obtenus à l'échelle du système aux niveaux national et régional a commencé à prendre forme au début de 2021. Les rapports sur les résultats des équipes de pays des Nations Unies sont axés sur les réalisations en matière de promotion des priorités du Plan-cadre de coopération et d'autres plans de développement nationaux, la majorité des rapports de 2020 intégrant les résultats obtenus dans le cadre de la réponse socioéconomique à la COVID-19, rattachée aux cibles des objectifs de développement durable. Dans le cadre du secrétariat conjoint des plateformes de collaboration régionales, les bureaux régionaux du Bureau de la coordination des activités de développement ont été impliqués dans la première génération de rapports de résultats régionaux produits sous l'égide des plateformes de collaboration régionales.

81. Conformément à la stratégie du Secrétaire général en matière de données, le renforcement des plateformes numériques a permis d'améliorer le suivi et la communication des résultats. UN INFO est entièrement en cours de revitalisation et un portail de données relatives à la COVID-19 a été créé en son sein pour accroître la transparence et la responsabilité. Grâce à l'encadrement des membres du Groupe des Nations Unies pour le développement durable et à la conformité des équipes de pays des Nations Unies à UN INFO, il sera possible de rendre compte de manière exhaustive de la contribution de l'ensemble du système aux objectifs de développement durable par le biais des plans-cadres de coopération. Le système de gestion de l'information du Groupe des Nations Unies pour le développement durable a été remanié pour devenir un portail de coordination unique au sein de UN INFO.

82. Les évaluations des plans-cadres de coopération sont un autre outil essentiel qui permet de cerner la contribution du système des Nations Unies pour le développement au niveau national. En 2020, 20 pays ont procédé à une évaluation de leur plan-cadre de coopération/plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement afin de contribuer à l'élaboration du nouveau plan-cadre. Douze (soit 60 %) de ces pays ont élaboré une réponse de la direction et un plan d'action pour la mise en œuvre, ce qui marque une nette amélioration par rapport à 2019, où seuls 22 % des pays s'y étaient conformés. Des orientations sur les évaluations du cadre de coopération ont été publiées en 2020 pour des évaluations renforcées à partir de 2021.

83. Le renforcement des capacités de communication des bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents permet d'obtenir des résultats en faveur des objectifs de développement durable. Il y a eu une augmentation de 9 % de l'aide apportée par les équipes de pays des Nations Unies aux gouvernements au titre de l'élaboration de leurs rapports sur les objectifs de développement durable¹⁴ et un accroissement de 40 % des équipes de pays des Nations Unies ayant des initiatives conjointes de sensibilisation pour promouvoir la mise en œuvre des objectifs de développement durable ou d'autres priorités clés des Nations Unies. Le nombre d'articles sur les sites Web mondiaux du Groupe des Nations Unies pour le développement durable présentant les résultats des équipes de pays des Nations Unies dans les cinq régions a bondi de 960 % entre 2019 et 2020, conformément à la nouvelle stratégie de communication mondiale¹⁵. Une augmentation de l'utilisation de la communication numérique par les équipes de pays des Nations Unies a également été enregistrée, en particulier celle des médias sociaux, ainsi que des sites Web des équipes de pays des Nations Unies.

84. Le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents a continué à améliorer activement le soutien de manière à communiquer efficacement les résultats. Lors d'un récent examen interne de la fonction de communication des bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents dans cinq régions, la fonction de communication spécialisée de ces bureaux après la réforme, dans des pays dépourvus de centres d'information des Nations Unies, a été considérée comme un élément qui a changé la donne et permis de rassembler les groupes de communication des Nations Unies au niveau national autour de la communication en faveur des objectifs de développement durable et d'autres priorités. En Chine, les messages sur la préparation à la COVID-19 ont été traduits dans plus de 40 langues et dialectes adaptés aux personnes âgées ou aux membres des communautés ethniques minoritaires. Au Brésil et au Pérou, les campagnes de prévention de la COVID-19 ont été traduites en espagnol, en français et dans des langues autochtones pour répondre aux besoins des migrants et réfugiés vénézuéliens et haïtiens. Les chargés de communication des

¹⁴ Système de gestion de l'information du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, 2020.

¹⁵ Ibid., 2020.

bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les centres d'information des Nations Unies ont également contribué à mobiliser plus de 1,5 million de personnes dans 195 pays, qui ont fait part de leurs priorités pour l'ONU à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de sa fondation. En outre, du point de vue de l'efficacité, en 2020, le nombre de centres d'information des Nations Unies et de bureaux de coordonnatrices et coordonnateurs résidents installés dans les mêmes locaux est passé de 27 en 2019 (61 %) à 28 (64 %).

85. En 2020, le Bureau de la coordination des activités de développement a lancé le site Web mondial du Groupe des Nations Unies pour le développement durable en anglais, français et espagnol, toutes les autres langues officielles étant attendues en 2021. Il s'agissait d'un élément essentiel ayant permis de mettre en relief des récits et des résultats des équipes de pays des Nations Unies et de fournir un dépôt de documents clés, des directives mondiales aux rapports de résultats des équipes de pays des Nations Unies. Cent huit sites Web d'équipes de pays des Nations Unies, soutenus par le Bureau de la coordination des activités de développement, ont également été créés dans plus de 21 langues, ce qui a permis d'accroître les gains d'efficacité et la cybersécurité. Par exemple, l'équipe nationale des Nations Unies au Brésil mettait en commun 20 000 dollars par an pour maintenir son site Web privé. Après avoir rejoint le site Web des équipes de pays des Nations Unies soutenu par le Bureau de la coordination des activités de développement, elle n'a plus eu à supporter de tels coûts. L'équipe de pays des Nations Unies en Uruguay, dirigée par le bureau de la coordonnatrice résidente ou du coordonnateur résident, a été le fer de lance d'une initiative visant à améliorer l'accessibilité de ses propres communications numériques nationales, ce qui inspiré une refonte de tous les autres sites Web des équipes de pays des Nations Unies et du Groupe des Nations Unies pour le développement durable afin de dépasser les normes d'accessibilité du Secrétariat de l'ONU d'ici à mai 2021.

86. Malgré d'importantes avancées, le succès et l'effet de l'amélioration des sites Web des équipes de pays des Nations Unies et du renforcement des capacités de communication dans les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, notamment par l'intégration des centres d'information des Nations Unies dans 44 sites, font l'objet d'une évaluation plus approfondie et serviront de base à l'examen du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents. L'annonce récente selon laquelle 9 des 15 postes vacants dans le domaine de la communication, affectés par le gel des recrutements liés aux liquidités au sein du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, pourront être pourvus en 2021-2022, donne une impulsion salutare aux capacités et à l'efficacité des centres d'information des Nations Unies et des coordonnatrices et coordonnateurs résidents dans ce domaine.

VII. Financement du système de coordonnatrices et coordonnateurs résidents

87. Un financement prévisible et durable du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents est fondamental pour un système pleinement redynamisé de ce type et a été reconnu comme tel dans le pacte de financement. En 2020, les niveaux de financement du système sont restés stables, avec un total de 203,9 millions de dollars versés dans le fonds d'affectation spéciale du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents. Même dans le contexte de la pandémie de COVID-19, aucune baisse des niveaux de financement n'a été enregistrée. Les entrées provenant des trois sources de financement s'élevaient à 86,1 millions de dollars de contributions volontaires, 77,4 millions de dollars de l'accord de partage des coûts du Groupe des Nations Unies pour le développement durable et environ 40,4 millions de

dollars de prélèvement aux fins de la coordination. L'engagement des États Membres à l'égard du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents se traduit également par le fait que certains ont augmenté leurs contributions financières, tandis que d'autres ont versé des contributions en début d'année, ce qui offre un horizon de planification à plus long terme et une plus grande prévisibilité.

88. Des progrès importants ont été réalisés dans le cadre de l'élargissement et de la diversification de la base des donateurs. Au cours de l'année écoulée, elle est passée d'un total de 32 États Membres au début de 2020 à un total de 43 au début de 2021. Il s'agit notamment d'une augmentation du nombre de pays du G-77 et de la Chine, de 8 en 2019 (un quart de la base des donateurs) à 14 pays maintenant (représentant un tiers de cette base).

89. Toutes les entités contributrices du Groupe des Nations Unies pour le développement durable ont payé leur part de l'accord de partage des coûts en 2020. L'Organisation météorologique mondiale et le Centre du commerce international ont apporté leur contribution pour la première fois, et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a tenu sa promesse de verser l'intégralité de sa quote-part en 2020. En mars 2021, presque toutes les entités du Groupe des Nations Unies pour le développement durable avaient également déjà versé leur contribution pour 2021 – les contributions restantes sont attendues pour juin. À partir de 2022, les allocations de participation aux coûts seront mises à jour sur la base des données les plus récentes reçues des organismes.

90. Les recettes provenant du prélèvement opéré aux fins de la coordination en 2020, conformément aux accords signés avec les entités du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, ont augmenté de 10 millions de dollars depuis 2019. La majeure partie de la redevance est administrée par les entités du Groupe des Nations Unies pour le développement durable au nom des donateurs. Toutefois, deux États Membres (l'Islande et la Suède) et l'Union européenne gèrent directement la redevance. Une analyse de son administration et de son incidence est en cours afin de contribuer à l'examen du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents à la fin de l'année 2021.

91. La transparence et la responsabilité n'ont cessé d'être renforcées par la mise à jour du portail en ligne du fonds d'affectation spéciale, qui présente sous un nouveau format les informations relatives aux recettes et aux dépenses des trois flux de financement. Une enquête auprès des utilisateurs a également été lancée afin de maintenir le site Web au niveau des attentes des utilisateurs..

92. Le budget annuel total de 281 millions de dollars n'a toutefois pas été atteint en 2020. La mise en œuvre des activités de coordination s'est poursuivie avec les ressources disponibles, grâce aux gains d'efficacité apportés par le format en ligne et hybride des travaux et des réunions, ainsi qu'à l'échelonnement des recrutements conformément au plan d'exécution. Un déficit de financement important est actuellement prévu pour 2021, ce qui souligne l'importance de convenir d'une méthode durable et prévisible de financement du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents à l'avenir. Des déficits de cette nature pourraient entraîner une réduction des budgets opérationnels ou, dans le pire des cas, conduire à ne pas pouvoir pourvoir tous les postes, ce qui empêcherait le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents de remplir pleinement son mandat. Le budget de 281 millions de dollars a été soigneusement élaboré sur la base des besoins d'un système de coordination efficace, approuvé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission, avec un financement complet nécessaire pour fonctionner à plein régime.

93. Cette base financière est essentielle pour mener à bien le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents – système qui, comme nous l’avons vu au cours de la pandémie, offre un bon rapport qualité-prix, est efficace au niveau national, financièrement efficace et politiquement opportun pour exploiter les talents afin d’obtenir les résultats nécessaires. Combler ce déficit de financement est une priorité absolue pour 2021 afin que le système fonctionne de manière optimale. L’examen du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents en 2021 comprendra également un examen plus approfondi du modèle de financement afin de garantir une base de financement durable et prévisible pour le système en 2022 et pour les années à venir.

VIII. Conclusion

94. 2020 a été une année charnière. La réforme du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents a passé le test de résistance de la pandémie de COVID-19 en plus d’avoir surmonté une myriade d’autres défis de développement, rendant l’utilité de la coordination bien plus manifeste que n’importe quelle autre année. Elle a validé les investissements accrus des États Membres et montré que les changements profonds envisagés par le système des Nations Unies pour le développement et les réformes du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont effectivement été amorcés. La transformation doit maintenant s’approfondir et s’accélérer pour répondre aux nouvelles exigences de la riposte et du relèvement et remettre les objectifs de développement durable sur la bonne voie.

95. La transition vers les nouveaux arrangements et structures est pratiquement terminée. Il s’agit notamment de la mise en place de bureaux de coordonnatrices et coordonnateurs résidents et de la présence du Bureau de la coordination des activités de développement dans les régions et à New York, ainsi que le déploiement de nouveaux outils et lignes directrices pour intégrer la nouvelle approche dans les plans-cadres de coopération et les stratégies opérationnelles. Une nouvelle architecture régionale et la mise en œuvre de l’examen des bureaux multipays sont en cours de déploiement, avec le concours et le soutien de l’ensemble du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents. L’année 2020 a marqué la conclusion d’un examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du cycle du système des Nations Unies, qui a permis d’effectuer les réformes les plus profondes de l’histoire du système des Nations Unies pour le développement et a lancé un nouveau cycle pour faire avancer le Programme 2030 et atteindre les objectifs de développement durable.

96. En 2021, le système des Nations Unies pour le développement, guidé par les principes du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, et sous la direction des coordonnatrices et coordonnateurs résidents au niveau des pays, continuera d’accélérer le soutien aux pays pour répondre à la crise de la COVID-19 et s’en relever, en favorisant l’équité en matière de vaccins et le déploiement des vaccins dans 145 pays grâce au Mécanisme COVAX et à l’encadrement de l’OMS et du Fonds des Nations Unies pour l’enfance (UNICEF); et en soutenant l’action socioéconomique et les efforts de relèvement menés par le PNUD, afin d’accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

97. L’examen du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents offre l’occasion d’évaluer de manière exhaustive les progrès réalisés et d’apporter des améliorations pour renforcer la proposition de valeur de la fonction de coordination du développement redynamisée dans le contexte des objectifs plus larges de la réforme du système des Nations Unies pour le développement. Ce faisant, nous contribuerons à garantir un avenir dans lequel nous consoliderons les progrès et

remédierons aux faiblesses restantes, afin de tirer pleinement parti du potentiel de transformation d'un système des Nations Unies pour le développement plus coordonné, plus efficace, plus efficient et plus responsable, capable d'apporter aux pays le soutien nécessaire pour mieux se remettre de la crise de la COVID-19 et faire progresser les objectifs de développement durable au cours de la décennie d'action.

98. Je félicite les États Membres pour leur engagement constant en faveur d'un système de coordonnatrices et coordonnateurs résidents redynamisé, dans les conseils d'administration des entités des Nations Unies, dans leurs décisions de financement et dans le soutien qu'ils apportent sur le terrain dans les pays de programme. Il est essentiel que nous approfondissions cet engagement à mesure que les États Membres continuent d'appuyer les réformes.

Annexe

Vue d'ensemble des ressources du fonds d'affectation spéciale du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents

Tableau 1
Ressources financières, par composante

(En milliers de dollars des États-Unis)

Composante	2020 Dépenses effectives	2021 Estimations	Changements		2022 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Variation (montant)	Variation (pourcentage)	
A. Direction exécutive et administration	2 169,7	2 844,3	(35,1)	–	2 809,2
B. Programme de travail					
1. Coordination mondiale	12 077,4	14 453,8	2 252,7	0,8	16 706,5
2. Coordination régionale	6 864,9	9 504,1	857,8	0,3	10 361,9
3. Coordination nationale	160 833,2	243 318,0	(3 323,1)	(1,2)	239 994,9
Total partiel B	179 775,5	267 275,9	(212,6)	(0,1)	267 063,3
C. Appui au programme	9 951,0	11 706,2	247,7	0,1	11 953,9
Total	191 896,2	281 826,4	–	–	281 826,4

Tableau 2
Ressources financières, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Postes	2020 Dépenses effectives	2021 Estimations	Changements		2022 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Variation (montant)	Variation (pourcentage)	
Postes	118 577,7	164 321,1	12 062,0	4,3	176 383,1
Autres objets de dépense	73 318,5	117 505,3	(12 062,0)	(4,3)	105 443,3
Total	191 896,2	281 826,4	–	–	281 826,4

Tableau 3
Postes par composante pour 2022

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Agents recrutés sur le plan national		
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	Première classe	Autres classes	Administrateurs recrutés sur le plan local		Total
												sur le plan local	Au niveau local	
A. Direction exécutive et administration	–	1	1	–	2	2	1	–	7	2	1	–	–	10
B. Programme de travail														
1. Coordination mondiale	–	–	–	2	10	16	12	–	40	–	3	–	–	43
2. Coordination régionale	–	–	5	–	8	11	5	–	29	–	–	–	6	35
3. Coordination nationale	–	2	47	70	87	124	2	–	332	–	–	414	396	1 142
Total partiel B	–	2	52	72	105	151	19	–	401	–	3	414	402	1 220
C. Appui au programme	–	–	–	1	3	5	2	–	11	5	1	–	–	17
Total	–	3	53	73	110	158	22	–	419	7	5	414	402	1 247

Les besoins globaux en ressources pour 2022 sont maintenus au même niveau que les ressources approuvées pour 2021. Afin de garantir une utilisation efficace des ressources, les besoins estimés pour 2022 ont été redistribués entre les objets de dépenses afin de tenir compte de tous les changements nécessaires. L'augmentation combinée de 13,8 millions de dollars des postes et autres coûts de personnel reflète celle du nombre de postes. Cette augmentation est partiellement compensée par la réduction du recours aux consultants et aux services contractuels. Le maintien du format de travail et de réunion en ligne et hybride, qui s'est avéré efficace et a contribué à des résultats positifs, a permis de réduire de 4,5 millions de dollars les frais de déplacement du personnel. Ces nouvelles pratiques peuvent être maintenues en 2022 sans nuire à la mise en œuvre complète et efficace du mandat. Le léger accroissement des frais généraux de fonctionnement représente le coût supplémentaire de l'augmentation des ressources technologiques pour soutenir les activités continues. Ces efforts ont été faits pour s'assurer que les besoins supplémentaires en personnel puissent être satisfaits sans que cela n'ait d'incidence sur le budget en général.

Vue d'ensemble des résultats financiers obtenus en 2020

On trouvera dans les tableaux 4 et 5 les résultats obtenus en 2020, à titre d'information.

Tableau 4
Résultats financiers, par composante

(En milliers de dollars des États-Unis)

Composante	Budget 2020	Dépenses 2020	Écart
A. Direction exécutive et administration	2 346,4	2 169,7	176,7
B. Programme de travail			
1. Coordination mondiale	14 392,3	12 077,4	2 314,9
2. Coordination régionale	6 659,4	6 864,9	(205,5)

<i>Composante</i>	<i>Budget 2020</i>	<i>Dépenses 2020</i>	<i>Écart</i>
3. Coordination nationale	246 298,7	160 833,2	85 465,5
Total partiel B	267 350,4	179 775,5	87 574,9
C. Appui au programme	11 609,7	9 951,0	1 658,7
Total	281 306,5	191 896,2	89 410,3

Tableau 5
Résultats financiers, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Budget 2020</i>	<i>Dépenses 2020</i>	<i>Écart</i>
Postes	160 462,5	118 577,7	41 884,8
Autres objets de dépense	120 844,0	73 318,5	47 525,5
Total	281 306,5	191 896,2	89 410,3